



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN

NOTE DE CONJONCTURE



DEUXIEME SEMESTRE 2021





NOTE DE CONJONCTURE

Une publication semestrielle de l'Observatoire économique de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun

> B.P. 4011 Douala Tél: (237) 233 42 67 87/ (237) 233 42 98 81

Fax: (237) 233 42 55 96 Web: www.ccima.cm

Directeur de Publication

EKEN Christophe

Superviseur

Halidou BELLO

Coordonnateur de la rédaction

YEMENE Samuel

Comité scientifique

Dr ETOUNGA MANGUELE Daniel
Pr BAYE MENJO Francis
Pr ATANGANA ONDOA Henri
Pr FOMBA KAMGA Benjamin
Dr MBANGA KASSI HEMO J.P. Olivier
Dr. EMINI Arnault Christian
M. NKOU Jean Pascal
M. YANGAM Emmanuel
M. OUSMANOU NGAM
M. YEMENE Samuel

Secrétariat Technique

Chef de Secrétariat KOFFO Pierre

Membres du Secrétariat ARETOUYAP NCHANKOU EKODO EMBOLO

SOMMAIRE

]	LIST	TE DES ILLUSTRATIONS	2
]	[- N	METHODOLOGIE	7
		CONJONCTURE ERNATIONALE ET REGIONALE	ECONOMIQUE
	11.1.	CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATI	ONALE10
	11.2	CONJONCTURE ECONOMIQUE AFRICAINE.	18
]	III-	CONJONCTURE NATIONALE	22
	111.1	. ACTIVITE	23
	111.2	. FINANCES PUBLIQUES	26
	111.3	. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIEI	RE31
	111.4	COMMERCE EXTERIEUR	37
		OPINION DES CHEFS D'ENTREI LUTIONS ET PERSPECTIVES SEC	
	IV.1	. SITUATION D'ENSEMBLE	42
	IV.2	2. ACTIVITES COMMERCIALES	45
	IV.3	B. ACTIVITES INDUSTRIELLES	47
	IV.	ACTIVITES DES SERVICES	49
	IV.5	5. ACTIVITES ARTISANALES	51

SIGLES, ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AEN : Avoirs extérieurs nets AFB : Afriland First Bank

BAD : Banque Africaine de développement BEAC : Banque Etats de l'Afrique Centrale

BICEC : Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit

CAN : Coupe d'Afrique des Nations

CCIMA : Chambre de Commerce d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CPM : Comité de Politique Monétaire
DGB : Direction Générale du Budget
DGI : Direction Générale des Impôts
DGD : Direction Générale de la Douane

DP : Division de la Prévision
DSX : Douala Stock Exchange
EMF : Etablissement de Microfinance

FCFA : Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale

Fintech : Finance Technologique FMI : Fonds Monétaire International

GE : Grande entreprise

GE : Grande entrepri

ICAE : Indicateur Composite des Activités Economiques

INS : Institut National de la Statistique IPC : Indice des Prix à la Consommation

MINFI : Ministère des Finances

OIM : Organisation Internationale des Migrations OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

OTA : Obligations Assimilables du Trésor

PE : Petite entreprise

PEM : Perspectives Economiques Mondiales

PIB : Produit Intérieur Brut

PNG : Position Nette du Gouvernement SCB : Société Camerounaise des Banques SGC : Société Générale du Cameroun SNH : Société Nationale des Hydrocarbures

TPE : Très petite entreprise
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UBA : United Bank of Africa
USA : United States of America

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région	8
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité	8
Graphique 3: évolution des taux de croissance en Afrique par région et par groupe de pays	18
Graphique 4: répartition des recettes budgétaires	
Graphique 5: Composantes de la masse monétaire (en %)	
Graphique 6: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT	
Graphique 7: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production	
Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au	
deuxième semestre 2021 (en %)	43
Graphique 9: Charges ayant affecté la trésorerie	
Graphique 7. Charges ajune arecce la cresorerie illining	
LISTE DES TABLEAUX	
	10
Tableau 1 : Perspectives de la croissance, du commerce et des prix mondiaux	
Tableau 2 : Evolution des échanges mondiaux entre le premier et le second semestre 2021 Erreur ! Signet non d	
Tableau 3 : Cours moyens trimestriels des principaux produits de base exportés par la CEMAC en dollar Erreur ! S non défini.	Ü
Tableau 2: Croissance du PIB réel en Afrique	20
Tableau 3: Taux de croissance des pays de la CEMAC en 2020 et 2021	21
Tableau 6 : Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité Erreur ! Signe défini.	t non
Tableau 7: Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011) Erreur! Signet non d	éfini.
Tableau 8: Evolution de l'indice des prix des groupes secondaires de produits Erreur ! Signet non d	
Tableau 9: Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions Erreur! Signet non d	
Tableau 10 : Solde base caisse et son financement Erreur ! Signet non d	
Tableau 11: Ressources du budget de l'Etat au deuxième semestre 2021 Erreur! Signet non d	
Tableau 12: Exécution des dépenses de l'Etat au deuxième semestre 2021 Erreur ! Signet non d	
Tableau 13 : Dépôts par nature (en milliards)	
Tableau 14 : Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA) Erreur ! Signet non d	
Tableau 45 : Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)	
Tableau 16 : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA) En	
Signet non défini.	icui .
Tableau 17 : Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA) Erreur ! Signet non d	éfini
Tableau 58 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités	
Tableau 19 : Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités Erreur ! Signet non d	
Tableau 20: Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités Erreur! Signet non d	
Tableau 21 : Opinion des artisans sur l'évolution de leurs activités Erreur ! Signet non d	
Tableau 21. Opinion des artisans sur revolution de teurs activités	VIIIII.

RESUME EXECUTIF

Au deuxième semestre 2021, l'activité économique camerounaise a évolué dans un environnement mondial plus apaisé. Que ce soit dans le groupe des pays avancés que dans celui des pays émergents et en développement, la croissance du PIB a au moins été aussi importante que celle observée la première moitié de l'année 2021.

Evolution du PIB

Dans les pays avancés, le rythme de croissance économique reste stable, à 1%, tandis que dans les pays émergents, l'évolution de l'activité économique est contrastée.

L'évolution de l'activité économique dans le groupe des pays avancés est entrainée par le dynamisme des pays de la zone euro, notamment de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne et de l'Italie. Hors zone —euro, le Japon suit la même tendance, quand la croissance des Etats Unis et du Royaume Uni décélère.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique observée est assez mitigée : l'on note une progression importante du PIB en Chine et des signaux encourageants en Afrique subsaharienne ; en Inde et au Brésil par contre, l'activité économique ralentit.

Sur la base de ces constats, les estimations de croissance pour 2021 et 2022 pointent une amélioration du PIB mondial, même si en 2022, celle-ci devrait être moindre.

En Afrique, les derniers résultats obtenus laissent penser que l'activité économique a été globalement plus importante au deuxième semestre de 2021, si on la compare à celle du semestre précédent. L'Afrique du Nord devrait continuer de porter la croissance du Continent en 2022, au même titre que l'Afrique de l'Est.

Reflétant cette conjoncture, la CEMAC affiche une légère progression du PIB semestriel de sorte qu'en 2021, la BEAC table sur une croissance positive, après le repli observé en 2020. Le Cameroun, devrait poursuivre son rôle moteur dans la zone.

Evolution des échanges commerciaux

La légère évolution de l'activité économique mondiale d'un semestre à l'autre, s'est par ailleurs traduite par une hausse substantielle, en glissement annuel, du taux de croissance du volume des échanges mondiaux. Celle-ci est davantage le fait de l'accélération du commerce des services, le taux de croissance du volume des marchandises échangées s'étant replié.

Dans ce contexte, la plupart des produits de base ont connu une évolution de leur cours autant en glissement annuel que semestriel. Parmi ceux qui font principalement l'objet d'échanges entre le Cameroun et l'extérieur, seuls les cours des caoutchoucs et du bois tropical ont fléchi ; le reste a connu une nette amélioration de leur cours, en particulier, les produits énergétiques.

Sous cet effet, indépendamment des groupes de pays (avancés ou émergents et en développement), l'inflation mondiale a poursuivi sa croissance au deuxième semestre de 2021, portée par l'augmentation des prix des produits énergétiques.

Evolution de l'économie camerounaise

Au Cameroun, la production intérieure brute au deuxième semestre de 2021, affiche une progression de 4% autant en glissement semestriel, qu'annuel. Ce résultat provient de la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire, l'activité dans le secteur secondaire ayant été en baisse. L'inflation nationale progresse par ailleurs de 1,7% entre le premier semestre de 2021 et le second, et de 2,5% entre le deuxième semestre 2020 et le second semestre 2021. Celle-ci résulte principalement de la hausse des prix alimentaires et des boissons énergétiques locaux. Sur le plan spatial, les plus forts taux d'inflation sont enregistrés à Ebolowa, Bertoua et à Yaoundé.

Sous fond de poursuite des efforts de consolidation budgétaire, l'exécution du budget 2021 a été marquée, au cours du second semestre, par la mise en œuvre du collectif budgétaire et la signature d'un nouveau programme avec le FMI.

Les ordonnances signées à la fin du premier semestre (mai et juin), ont fait augmenter le budget de l'Etat de 615,2 milliards (+12,6%) pour le situer 5 480,4 milliards, dont 5 235,2 milliards pour le budget général.

Comme conséquences, les ressources budgétaires ont été revues à la hausse de 565,2 milliards (+12,1%) par rapport à la loi de finances initiale 2021, et ce, au profit des postes « dépenses de biens et services », « transferts et subventions », « service de la dette ».

Les résultats budgétaires au deuxième semestre 2021, révèlent une augmentation du déficit du solde budgétaire global, base caisse de 259,3 milliards contre un déficit de 245 milliards au premier semestre 2021, lequel a notamment été financé par l'extérieur au travers des tirages sur prêt, même si l'on note aussi le recours au financement intérieur. Ce déficit est la résultante d'une augmentation des dépenses publiques (dépenses courantes, dépenses d'investissement et surtout service de la dette) plus importante que celle des ressources budgétaires (en particulier les recettes d'emprunt).

Sur le plan monétaire, on note un équilibre en emplois et ressources à 8 495,8 milliards, en progression de 14,5% en glissement annuel.

En glissement annuel, la masse monétaire au deuxième semestre 2021 a progressé de 17 % pour s'établir à 7 151,3 milliards, tandis que par rapport au 30 juin 2021, la masse monétaire augmente de 7,6%, tirée principalement par la progression de la monnaie scripturale (dépôts à vue) dont le poids reste important (45,3%, contre 42,9% au premier semestre).

Grâce aux avoirs extérieurs nets des banques dont le taux de progression affiche 25,2% au deuxième semestre 2021, les avoirs extérieurs nets du Cameroun enregistrent une augmentation en glissement annuel de 11,6% pour se situer à 2 632,2 milliards contre 2 358,8 milliards à fin décembre 2020. Le crédit intérieur augmente de 15,9% en glissement annuel pour s'établir à 5 863,6 milliards, tiré par les crédits à l'économie qui ont connu une hausse, estimée à 7,2%.

Le secteur bancaire se caractérise au deuxième semestre de 2021 par (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques avec un excédent de 4824 milliards (+26% du total du bilan), (ii) l'accroissement des dépôts (+15,9% en glissement annuel) et des crédits à la clientèle (+10,3% en glissement annuel), (iii) l'amélioration de l'inclusion financière et (vi) la conformité aux normes prudentielles.

Sur la même période, l'on note i) l'entrée en activité du réseau MUFID, constitué des anciens EMF indépendants du modèle MC2 et (ii) l'agrément en deuxième catégorie de neuf (09) EMF exerçant précédemment comme indépendants de première catégorie.

Ainsi, le Cameroun compte-t-il au 31 décembre 2021, 415 établissements de micro-finance

agréés, dont le total du bilan se chiffre à 783,2 milliards, en augmentation de 125 milliards par rapport à fin décembre 2019.

Au niveau du marché financier local, les travaux de finalisation de la deuxième phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC, se sont poursuivis afin de garantir son démarrage efficace et réussi. Néanmoins, l'on a noté sur le marché existant (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, (iii) augmentation des coûts des émissions, (iv) une augmentation de la capitalisation boursière qui s'établit à 823,9 milliards, en augmentation de 19,8 % par rapport à 2020 où elle se situait à 687,9 milliards.

Concernant le commerce extérieur, les statistiques font état d'une augmentation en valeur de 14,3% des échanges commerciaux du Cameroun avec l'extérieur au deuxième semestre 2021 par rapport au semestre précédent et d'une réduction du déficit commercial aussi bien en glissement annuel que semestriel pour se situer à 482,1 milliards.

La réduction du déficit est le fait d'une augmentation plus importante de la valeur des exportations (+55% et +31.3% en glissement annuel et semestriel respectivement) que de celle des importations qui ont crû de 18,9% et de 4,2% par rapport à décembre 2020 et à juin 2021 respectivement.

Sur la période, les dix (10) principaux produits exportés au deuxième semestre 2021 sont : les huiles brutes de pétrole (38,3% des exportations totales en valeur) ; les bois sciés (14,9%) ; le gaz liquéfié (9,5%) ; le cacao brut en fèves (9,3%) ; le coton brut (5%) ; les bois bruts (3,4%) ; la pâte de cacao (2,8%) ; le beurre de cacao (1,7%) ; l'aluminium brut (1,5%) ; et le caoutchouc brut (1,4%).

Les produits susceptibles d'être produits localement dont les importations ont augmenté sont le lait, le miel (hausse de 30,2% en quantité et de 44,5% en valeur) ; le maïs (+31,7%; +81,5%); le riz (+45,9%; +43,6%) et les huiles brutes ou raffinées (+55,4%; 132,1%).

Opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité au deuxième semestre 2021

Relativement à l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité économique au deuxième semestre, l'enquête de conjoncture révèle une impression globale de baisse du chiffre d'affaires des entreprises avec un solde d'opinions de 18%, y compris à l'export, en lien avec la diminution du niveau des commandes (solde d'opinions de -28,6%) et la baisse de la production (solde d'opinions de 11,3%), dans un contexte de hausse globale des coûts de production induits par la hausse de l'énergie, des matières approvisionnées tant sur le marché local qu'international.

La hausse des coûts de production se serait répercutée sur (i) les prix de vente des produits et services offerts par les entreprises, lesquels auraient augmenté avec un solde d'opinions de 16,9%; et (ii) sur les effectifs salariés, en baisse selon le solde d'opinions calculé.

Conséquemment, les chefs d'entreprises décrivent une mauvaise situation financière exacerbée par le niveau actuel d'imposition et laquelle ne devrait pas permettre de dynamiser davantage le marché de l'emploi en 2022 d'une part et d'autre part de relancer les opérations d'investissement.

Selon les responsables interviewés, l'activité commerciale aurait été particulièrement grevée par des conditions de plus en plus difficiles d'approvisionnement. Le solde d'opinions sur cette variable est de 48,7%, le

même que celui sur les perspectives négatives d'amélioration du climat des affaires au premier semestre 2022.

Les difficultés d'approvisionnement en matières premières auraient davantage (solde d'opinions de 91,7%) impacté la production dans le secteur industriel au deuxième semestre de 2021. Les responsables sondés appellent ainsi de tous leurs vœux des actions d'amélioration de leur compétitivité sans lesquelles leurs perspectives resteraient négativement stables au premier semestre 2022, malgré les investissements réalisés par les trois quarts d'entre eux.

Malgré une tendance à la hausse de leur chiffre d'affaires, les responsables d'entreprises des services se plaignent également des conditions difficiles d'approvisionnement et de leur situation financière plombée pour près du tiers par la mise en œuvre de la politique fiscale. Toutefois, l'avenir est entrevu avec optimisme au premier semestre de l'année 2022.

Sans s'écarter de la tendance générale pour ce qui est de la perception du climat des affaires la situation financière et les conditions d'approvisionnement, c'est davantage les difficultés de financement qui inquièteraient les entreprises artisanales : plus de trois quarts investissent sur fonds propres, ce qui rend difficile toute tentative d'amélioration de leur productivité.

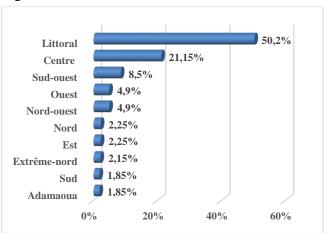
I- METHODOLOGIE

La démarche ci-après a été adoptée pour la rédaction de la présente note de conjoncture.

- (i) Pour la conjoncture économique internationale, régionale et nationale, une revue documentaire a été faite. Celle-ci a consisté en l'exploitation des textes, ouvrages et publications des différents organismes nationaux et internationaux qui présentent la conjoncture nationale, sous régionale et internationale.
- (ii) Pour ce qui est de la quatrième partie notamment l'opinion des chefs d'entreprises sur les évolutions et perspectives sectorielles, une enquête a été réalisée auprès de 300 entreprises camerounaises. Lesquelles entreprises ont été choisies suivant un sondage aléatoire stratifié. La base de sondage est issue des Déclarations Statistiques et Fiscales de 2015.

Dix strates, correspondants aux 10 régions du Cameroun ont été constituées. Les régions n'ayant pas le même poids en termes de nombre d'entreprises et de chiffre d'affaires, la taille de l'échantillon par région reflète son poids composite. Le graphique 1 suivant donne la répartition de l'échantillon par région.

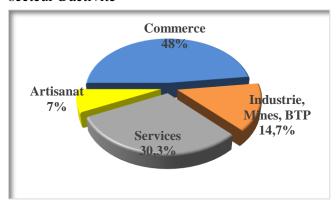
Graphique 1 : Répartition de l'échantillon par région



Source : INS/Recensement Général des Entreprise, 2016 et nos calculs

La deuxième stratification faite dans chaque région, a été constituée de 4 strates que sont les 4 secteurs d'activité. Le graphique 2 suivant donne la répartition de l'échantillon par secteur d'activité.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité



Source : INS/Recensement Général des Entreprise, 2016 et nos calculs

Dans chaque secteur, les entreprises ont été tirées suivant leur taille, aléatoirement et proportionnellement à la densité du secteur, la densité du secteur correspondant au nombre d'entreprises y présentes.

L'enquête s'est déroulée durant les mois de janvier et de février 2022.

Taux de couverture

Sur les 300 entreprises initialement prévues, 254 ont effectivement répondu aux questionnaires, soit un taux de réponse de 85%.

Pondération

Afin de retrouver la structure initialement prévue et d'assurer la représentativité des résultats, les données obtenues après la phase de collecte, ont été re-pondérées suivant le chiffre d'affaires pour ce qui est de la représentativité et suivant le poids des régions et des secteurs d'activité pour ce qui est de la structure.

II- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REGIONALE

II.1. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Au deuxième semestre 2021. l'activité économique mondiale a continué à croître à un rythme soutenu en glissement annuel. En effet, aussi bien dans le groupe des pays avancés que émergents celui des pays développement, la croissance du PIB a au moins été aussi importante que celle observée la première moitié de l'année. Globalement, l'embellie est due à la levée des restrictions imposées par la nouvelle vague de contamination du début d'année, ce qui a libéré la consommation des pays avancés surtout, et stimulé la production.

2.1.1 CROISSANCE

Au deuxième semestre 2021, la croissance économique mondiale a poursuivi son évolution entamée au deuxième trimestre de l'année 2021.

2.1.1.1 PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, la vitesse d'augmentation de la production globale reste constante à 1% au deuxième semestre. Toutefois, il faut relever que cette constance dans la croissance n'a pas été synchrone dans tous les pays.

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB décélère légèrement au deuxième semestre de 2021 pour s'établir à environ 1,1%, après un premier semestre de croissance moyenne d'environ 1,5%. Ce résultat est à mettre à l'actif d'une modération de la demande intérieure, la consommation des biens s'étant repliée après plusieurs trimestres de hausse.

Dans la zone euro, la croissance bondit à 1,2% au deuxième semestre, après 0,8% au premier semestre. Cette évolution est à relier à l'assouplissement des mesures de restriction consécutive à la généralisation de la vaccination contre le COVID-19 et ce, malgré la persistance des contraintes imposées par la pandémie. Les principaux pays de la zone ont presque tous suivi

le même trend : En Allemagne, la croissance du PIB au deuxième semestre est d'environ 0,6% ; en France, la croissance est partie de 0,6% au premier semestre à 1,8% au second semestre 2021 ; en Italie, le rythme de croissance semestriel est pratiquement resté le même puisque le PIB a successivement progressé de 1,4% et de 1,5% ; En Espagne la croissance du PIB a accéléré à 2,3% au deuxième semestre 2021, après 1,1% le semestre précédent.

Au royaume Uni, l'activité économique a été moins reluisante au deuxième semestre 2021. Elle a ralenti passant de 3,5% au premier semestre 2021 à 1% du fait des difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises et de l'indisponibilité des travailleurs dans un contexte de rebond des contaminations au COVID19.

Au Japon, l'activité économique a été dynamique, le taux de croissance du PIB passant de 0,6% au premier semestre à 1.1%. Dans ce pays, ces résultats sont à mettre à l'actif d'une augmentation de la consommation privée et des exportations au quatrième trimestre.

2.1.1.2 PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Conjoncture économique assez contrastée dans les pays émergents et en développement

Après la baisse d'activité observée au premier semestre 2021, le taux de croissance du PIB *de l'Inde* a su rebondir au second semestre pour s'établir à 7,5%, grâce à la reprise des secteurs agricoles et des services.

En Chine, l'activité a été bien orientée au second semestre. Malgré la résurgence de la pandémie de COVID19, l'amélioration des chaînes d'approvisionnement a fait passer la croissance de 0,7% au premier semestre 2021 à 1,1%.

Au Brésil, la croissance ralentit à 0,1%, contre 0,5% au premier semestre 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance le Nigéria fait bonne figure au second semestre, tandis qu'en Afrique du Sud le PIB se décélère. En effet, au Nigéria, le taux de croissance du PIB passe de 2,7% au premier semestre, à 3,9%. En Afrique du Sud, la croissance du PIB est passée de 0,9% au premier semestre 2021 à 0,1%.

2.1.1.3 PERSPECTIVES

L'économie mondiale devrait renouer avec la croissance en 2021 et, en 2022.

Selon les estimations de la Banque mondiale¹, le taux de croissance du PIB mondial devrait s'établir à 5,7% en 2021, contre -3,3% en 2020. En 2022, la croissance ralentirait à 2,9%.

Les économies avancées passeraient ainsi d'un taux de croissance de -4,6% en 2020, à 5,1% en 2021, puis 2,6% en 222, selon les mêmes prévisions. Dans ce groupe, la croissance devrait être portée par celle des USA et de la Zone Euro.

La Zone euro connaitrait sensiblement le même mouvement, avec un taux de croissance estimé à 5,4% en 2021 et 2,5% en 2022.

Enfin *le Japon* partirait d'une contraction de 4,6% de son PIB en 2020, à une croissance de 1,7% en 2021, et de 1,3% en 2022.

Les marchés émergents et en développement ont enregistré une croissance du PIB plus importante en 2021, soutenue par les efforts de production des pays de l'Asie du Sud d'un côté, et de l'Asie de l'Est et du Pacifique, de l'autre.

En Asie du Sud, le taux de croissance devrait passer de -4,5% en 2020, à 7,6% en 2021, puis 6,8% en 2022. Dans ce groupe de pays, l'Inde

devrait se démarque avec un taux de croissance estimé à 8.7% en 2021 et à 7.5% en 2022.

En Asie de l'Est et du Pacifique, le taux s'établirait à 7,2% en 2021. En 2022 la croissance devrait ralentir à 4,4%. Parmi les pays de ce groupe, le PIB chinois augmente de 8,1% en 2021. En 2022, son taux de croissance devrait afficher 4,3%. L'Indonésie par contre devrait poursuivre son rythme de croissance à 5,1% en 2022, après une croissance estimée à 3,7% en 2021. Le même mouvement d'accélération devrait suivi par la Thaïlande dont la croissance afficherait 2,9% en 2022, après 1,6% en 2021.

Notons que *parmi les pays d'Europe et d'Asie Centrale*, la Banque Mondiale prévoit un recul du PIB Russe en 2022 plus important que celui connu en 2020. En effet, du fait des sanctions infligées à la Russie suite au conflit engagé avec l'Ukraine, il est prévu un taux de croissance de -8,9% en 2022, après 4,7% en 2021.

Par ailleurs la croissance *des pays d'Amérique Latine* devrait retomber à 2,5% en 2022, après une hausse de 6,7% en 2021. Celle du Brésil et de l'Argentine devrait être respectivement de 4,6% et de 10,3% en 2021, puis, de 1,5% et 4,5% en 2022.

Enfin, en Afrique et au Moyen Orient, le taux de croissance du PIB du Nigéria devrait afficher 3,6% en 2021, celui de l'Afrique du Sud, 4,9%, celui de l'Angola, 0,7%, celui de l'Egypte 3,3%, et celui de l'Arabie saoudite, 3,2%. En 2022 seule la croissance de l'Arabie saoudite devrait accélérer à 7%, le pays étant le principal bénéficiaire des embargos imposés au pétrole et gaz russes.

¹ World Bank 2022. World Economic outlook, june 2022.

Tableau 1 : Perspectives de la croissance, du commerce et des prix mondiaux

			Proje	ctions
	2020	2021	2022	2023
PIB mondial	-3.1	6.1	3.2	2.9
Economies avancées	-4.5	5.2	2.5	1.4
USA	-3.4	5.7	2.3	1.0
Zone Euro	-6.3	5.4	2.6	1.2
Allemagne	-4.6	2.9	1.2	0.8
France	−7.9	6.8	2.3	1.0
Italie	-9.0	6.6	3.0	0.7
Espagne	-10.8	5.1	4.0	2.0
Japon	-4.5	1.7	1.7	1.7
Royaume Uni	-9.3	7.4	3.2	0.5
Canada	-5.2	4.5	3.4	1.8
Autres économies avancées 3/	-1.8	5.1	2.9	2.7
Pays émergents et en développement	-2.0	6.8	3.6	3.9
Pays émergents et en développement d'Asie	-0.8	7.3	4.6	5.0
Chine	2.2	8.1	3.3	4.6
Inde 4/	-6.6	8.7	7.4	6.1
ASEAN-5 5/	-3.4	3.4	5.3	5.1
Pays émergents et en développement d'Europe	-1.8	6.7	-1.4	0.9
Russie	-2.7	4.7	-6.0	-3.5
Amérique latine et Caraibes	-6.9	6.9	3.0	2.0
Brésil	-3.9	4.6	1.7	1.1
Mexique	-8.1	4.8	2.4	1.2
Moyent Orient et Asie du Centre	-2.9	5.8	4.8	3.5
Arabie Saoudite	-4.1	3.2	7.6	3.7
Afrique subsaharienne	-1.6	4.6	3.8	4.0
Nigeria	-1.8	3.6	3.4	3.2
South Africa	-6.3	4.9	2.3	1.4
Memorandum				
Croissance mondiale Basée sur les taux de change des marchés	-3.4	5.8	2.9	2.4
Union Européenne	-5.8	5.4	2.8	1.6
Moyen Orient et Afrique du Nord	-3.4	5.8	4.9	3.4
Pays émergents et pays à revenus moyens	-2.2	7.0	3.5	3.8
Pays à revenus faibles	0.1	4.5	5.0	5.2
Volume du commerce mondial (biens et services)	-7.9	10.1	4.1	3.2
Economies avancées	-8.8	9.1	5.3	3.2
Pays émergents et en développement	-6.2	11.7	2.2	3.3
Prix des matières premières (US dollars)				
Pétrolières	-32.7	67.3	50.4	-12.3
Non pétrolières (moyenne basée sur le poids des importations mondiales de	es 6.7	26.1	10.1	-3.5
matières premières)				
Prix à la consommation mondiale	3.2	4.7	8.3	5.7
Economies avancées	0.7	3.1	6.6	3.3
Pays émergents et en développement	5.2	5.9	9.5	7.3

Source: FMI²

2.1.2 COMMERCE INTERNATIONAL

Au deuxième semestre 2021, les échanges mondiaux sont caractérisés par une réduction, en glissement annuel, du rythme de croissance du volume des échanges de biens et une accélération de la croissance du volume des échanges des services.

En glissement semestriel, l'on observe globalement une décélération de la croissance des échanges au deuxième semestre.

2.1.2.1 Commerce des marchandises

Le rythme de croissance des échanges mondiaux de biens en volume a globalement diminué, comparé à celui du premier semestre 2021, en lien avec la décélération aussi bien des exportations et des importations.

Le taux de croissance des exportations a ralenti à 0,8%, après 1,6% au premier semestre 2021; tandis que les importations ont augmenté de 1% après 2,2% au premier semestre.

Par groupe de pays, l'on constate que seuls le taux de croissance des échanges commerciaux des pays de *l'Amérique du Centre et du Sud* a augmenté entre les deux périodes. Les exportations et les importations de ce groupe de pays ont augmenté à un rythme plus élevé que celui constaté au premier semestre, soit, 34,4% contre 32,4% pour les exportations; et 50,4% contre 34,3% pour les importations.

En Asie c'est la vitesse de croissance des exportations qui a davantage chuté (23%, après 32% au premier semestre); celle des importations s'est légèrement repliée (29% contre 30% la première moitié de l'année.)

En glissement trimestriel également, les exportations américaines affichent des taux de croissance plus importants au deuxième semestre 2021, par rapport au premier semestre (1,1% contre 0,2%). En revanche, les importations ont quasiment stagné.

En Europe, autant les exportations que les importations, ont accéléré, passant respectivement de 0,7% à 0,9% et de 0,8% à 1,7%.

Par type de produits, si les prix des produits énergétiques ont connu une croissance plus forte d'un semestre à l'autre (24% après 22%), en revanche, ceux des produits non énergétiques ont diminué de 1,5% après avoir augmenté de 12,4% au premier semestre.

2.1.2.2 Commerce des services

Le rythme de croissance des échanges mondiaux de services a accéléré entre le premier et le deuxième semestre 2021. Le taux de croissance des importations de services sont passés de 10,8% au premier semestre, à 22,9%. Le volume des exportations des services a augmenté de 22,9% après 5,7% au premier semestre.

L'augmentation des importations de services a été plus importante en Asie (+29,4%), tandis que les exportations de services ont davantage accéléré en Amérique du Nord qu'ailleurs (30,9%, contre 5,7%).

Par type de services, l'OMC estime que les services de voyage sont ceux qui ont le plus augmenté d'un semestre à l'autre.

Les transports ont également connu une accélération au deuxième semestre, avec un taux de croissance de 45,4%, après un taux de croissance de 22,3% au premier semestre 2021.

 $^{^2}$ IMF 2022, World economic outlook update : gloomy and more uncertain, july 2022, p.7 ; p.18.

Tableau 2: Evolution des échanges mondiaux entre le premier et le second semestre 2021.

		Exportations							Import	tations		
	2021T1	2021T2	2021S1	2021T3	2021T4	2021S2	2021T1	2021T2	2021S1	2021T3	2021T4	2021S2
Taux de croissance du volume des échanges de marchandises en glissement annuel												
Monde	17	46	30.7	24	22	23.0	14	44	28.1	25	23	24.0
Amérique du Nord	5	55	27.6	21	21	21.0	11	42	25.5	22	20	21.0
Amérique du centre et du Sud	15	53	32.6	39	30	34.4	12	61	34.3	55	46	50.4
Europe	13	48	29.3	18	15	16.5	12	48	28.7	18	19	18.5
Asie	28	37	32.4	23	23	23.0	20	42	30.5	31	29	30.0
Autres	9	68	35.3	52	53	52.5	9	40	23.5	26	21	23.5
Taux de croissance du	volume d	es échang	es de mai	chandise	s en glisse	ement trim	estriel					
Monde	2.5	0.9	1.7	-0.8	2.5	0.8	2.5	2	2.2	-0.6	2.7	1.0
Amérique du Nord	0.3	0.2	0.2	-1.9	4.3	1.2	2.8	1	1.9	0.3	3.5	1.9
Amérique du centre et du Sud	1.3	4.7	3.0	-2	-0.9	-1.5	7.7	6.7	7.2	0.6	3.8	2.2
Europe	-0.1	1.6	0.7	-0.8	2.8	1.0	-1.1	2.8	0.8	-0.3	3.8	1.7
Asie	6.8	-0.9	2.9	-1.1	2.6	0.7	5.6	1.3	3.4	-1.5	1.3	-0.1
Autres	-1.1	5.1	2.0	2.1	-0.4	0.8	4.8	2	3.4	-0.6	1.3	0.3
Taux de croissance des	prix des	groupes d	le marcha	ndises éc	hangés pa	ar le Came	roun en g	lissement	trimestri	el		
Produits énergétiques	36	10.7	22.7	21.7	26.5	24.1						
Produits non énergétiques	12.9	12	12.4	-1.7	-0.8	-1.3						
Produits manufacturiers	2.2	2.8	2.5	1.9	0.8	1.3						
	Т	aux de cr	oissance o	lu volum	e des écha	nges Servi	ces en glis	sement a	nnuel			
Monde	-4	28	10.9	26	20	23.0	-12	27	5.7	26	20	23.0
Amérique du Nord	-10	19	3.5	19	18	18.5	-14	30	5.7	35	27	30.9
Amérique du centre et du Sud	0	31	14.5	26	18	21.9	-12	28	6.1	25	18	21.4
Europe	-4	27	10.4	29	24	26.5	-9	21	4.9	20	19	19.5
Asie	-20	37	4.7	41	38	39.5	-15	32	5.9	37	32	34.5
Taux de croissance de			nges de ce			vices en			<u> </u>	<u>I</u>	I.	
	gl	issement	annuel									
Transport	4	44	22.4	46	45	45.5						
Travel	-63	72	-20.2	57	70	63.4						
Goods-related services	1	20	10.1	15	10	12.5						
Other commercial services	4	20	11.7	15	9	12.0						

Source : Communiqué de presse de l'OMC sur les perspectives du commerce mondial³ et nos calculs.

2.1.3 PRODUITS DE BASE

L'évolution des cours des matières au deuxième semestre est contrastée.

³ OMC, 2022. Press/902 communiqué de presse. https://www.wto.org/french/news_f/pres22_f/pr902_f.htm

L'indice global des cours des matières premières du FMI a décéléré au deuxième semestre 2021 par rapport au premier semestre. En effet, après avoir augmenté de 14,5% au premier semestre, l'indice affiche une progression de 10,4% au second semestre, plombé par la croissance des matières premières non énergétiques dont l'indice s'est replié de 1,6%, après avoir augmenté de 9,6% au premier semestre.

L'indice des cours des matières premières énergétiques quant à lui, a poursuivi sa croissance, passant d'un taux de 22,7% au premier semestre 2021 à 25,1%.

Le taux de croissance de l'indice révèle une accélération des cours d'un semestre à l'autre, portée par l'évolution des cours des matières premières énergétiques. L'on est passé d'un taux de croissance de l'indice global des cours de 47,1% au premier semestre à un taux de 58,1% au second semestre 2021.

2.1.3.1 Cours des matières premières faisant l'objet d'échanges avec l'extérieur

Les cours des matières premières faisant l'objet d'échanges entre le Cameroun et l'extérieur ont augmenté d'un semestre à l'autre de l'année 2021, excepté ceux du caoutchouc et des bois tropicaux, dans un contexte de diminution des activités manufacturières imposé par l'apparition d'un nouveau variant du Covid19.

Au second semestre 2021, *le cours du caoutchouc* a baissé de 17% en glissement semestriel, et de 5% en glissement annuel. En glissement semestriel, la baisse est le fait d'une diminution de la demande de matériel sanitaire, tandis que la faible variation observée en glissement annuel est à mettre à l'actif de la reprise des activités sur le marché automobile et de l'augmentation de la demande en pneumatique qu'elle induit.

Le cours moyen du bois tropical a connu une légère baisse (-1,8%) par rapport au premier semestre 2021. En comparaison de sa valeur au deuxième semestre de 2020, il perd 4,1 points de pourcentage, à cause de la baisse de la demande induite par la résurgence d'un nouveau variant du COVID-19 et, spécifiquement, de la diminution importante des constructions et matériels mobiliers.

Le cours de l'aluminium a augmenté de 20% au deuxième semestre 2021, suite aux tensions de l'offre, aux conflits dans certains territoires notamment la Guinée Conakry, important fournisseur de bauxite dont l'aluminium dérivé, ainsi que de la fermeté de la demande.

Les cours des deux variétés de café (Robusta et Arabica) ont augmenté aussi bien en glissement semestriel qu'annuel au cours de la période observée. Ces variations s'expliquent par une augmentation de la consommation dans un contexte d'augmentation du coût du fret et de chute de la production dans les principaux pays producteurs, notamment, le Vietnam et le Brésil.

Le cours de l'Huile de palme enregistre une progression sur une base semestrielle de 17%; et une évolution en glissement annuel de 46%. La faible production de cette spéculation en Indonésie et en Malaisie, principaux pays producteurs, et la vigueur de la demande mondiale notamment en Inde, sont quelques facteurs explicatifs de cette hausse.

Le cours du cacao brut s'est bien comporté. La hausse est de 2% au second semestre 2021, en glissement annuel. En glissement annuel de 5% du fait du redressement de la demande par rapport à l'offre, de la prise d'importantes positions longues par les spéculateurs sur le marché.

Dans le groupe des produits énergétiques, *le cours du gaz naturel* liquéfié au second semestre 2021, enregistre une valeur supérieure de 41% à celle du premier semestre 2021 et 81% par rapport à sa valeur au deuxième semestre 2020. Cette

évolution est imputable à l'augmentation de la demande mondiale, à l'incertitude liée à l'évolution de la pandémie, au niveau de stock historiquement bas en Europe, et à l'incertitude sur la distribution russe. La variation en glissement annuel augmente de 81%.

De même, du fait de la reprise des activités de la Chine et de la politique stricte des quotas maintenue par l'OPEP et la Russie en dépit de la pression faite pour l'augmentation de la production le cours du *pétrole brut* au deuxième semestre 2021 augmente de 19% par rapport à sa valeur moyenne au semestre précédent.

Tableau 3: Cours moyens trimestriels des principaux produits de base exportés par la CEMAC en dollar

		Caoutchouc	huiledepalme 🗾	acao	z coton	Aliminium 💌	café robusta 💌 c	afé Arabic	Gaz liquefié	Gaz naturel	Pétrole brut
	JUILLET	1.48	694.16	2.1	1.51	1643.81	1.49	3.24	7.79	1.74	42.07
	AOUT	1.7	760.3	2.35	1.54	1737.26	1.6	3.6	6.34	2.3	43.44
	SEPT	1.86	796.22	2.46	1.56	1743.77	1.6	3.67	5.88	1.92	40.6
	OCT	2.19	819.27	2.29	1.65	1806.1	1.51	3.35	6.18	2.25	39.9
	NOV	2.3	917.81	2.36	1.71	1935.28	1.6	3.32	6.86	2.59	42.3
	DEC	2	.33 1016.37	2.41	1.79	2014.67	1.59	3.48	7.66	2.54	48.73
9	52	2.0	834.0	2.3	1.6	1813.5	1.6	3.4	6.8	2.2	42.8
1	JANV	2.3	990.27	2.39	1.92	2003.98	1.56	3.54	9	2.67	53.6
2	FEV	2.35	1 019.86	2.41	2.05	2078.59	1.62	3.67	9.88	5.07	60.46
3	MARS	2.37	1 030.48	2.46	2.02	2190.48	1.63	3.68	7.9	2.56	63.83
4	AVRIL	2.15	1 078.05	2.37	2	2319.39	1.64	3.72	8.28	2.61	62.95
5	MAI	2.29	1 120.42	2.41	2	2433.53	1.76	4.11	8.92	2.89	66.4
6	JUIN	2.12	1 004.42	2.37	2.08	2446.65	1.87	4.24	9.62	3.24	71.8
	51	2.3	1040.6	2.4	2.0	2245.4	1.7	3.8	8.9	3.2	63.2
7	JUILLET	1.87	1 062.99	2.33	2.15	2497.64	2.08	4.5	10.36	3.8	73.28
8	AOUT	1.9	1 141.82	2.48	2.23	2602.99	2.1	4.77	10.8	4.05	68.87
9	SEPT	1.79	1 181.38	2.56	2.29	2834.56	2.31	4.97	11.44	5.11	72.8
10	OCT	1.87	1 310.25	2.57	2.59	2934.39	2.32	5.31	12.38	5.48	82.06
11	NOV	1.93	1 340.65	2.39	2.79	2636.45	2.41	5.71	15.25	5.02	79.92
12	DEC	1.92	1 270.29	2.38	2.65	2695.53	2.48	5.91	15.32	3.73	72.87
	S2'		1.9 1 217.9	2.	.5 2.5	2 700.3	2.3	5	2 12.	.6	4.5 75.0
	S2'/S1	-1	7% 17%	25	% 22%	20%	36%	369	6 419	% 4:	3% 19%
	S2'/S2	-5%	46%	5%	51%	49%	46%	51%	86%	104%	75%

^{*}S2= Cours moyen au deuxième semestre 2020 ;

S1= Cours moyen au premier semestre 2021 ; S2'= Cours moyen au deuxième semestre 2021

Source : nos calculs sur la base des données de Index Mundi

2.1.4 INFLATION MONDIALE

L'inflation a continué de progresser au deuxième semestre. Selon la Banque Mondiale⁴, le taux d'inflation devrait pointer à 5,2% en 2021, tiré par l'inflation des produits énergétiques dont l'incidence a été plus forte dans les pays émergents et en développement.

2.1.4.1 Inflation mondiale par groupe de pays

Par groupe de pays, le taux d'inflation partirait de 4,9% en 2020, à 6% en 2021 dans les pays

émergents et en développement, tandis que celui des pays avancés se situerait à 2,4%.

Dans les pays à faibles revenus, le taux d'inflation serait de 5,6% en 2021, après 5,9% en 2020.

2.1.4.2 Inflation par type de produits

Par type de produits, l'inflation est portée par les produits énergétiques dont le taux est passé de 1,7% en 2020, à 6,6% en 2021.

L'évolution des prix des produits alimentaires est de 5,4% en 2021.

Inflation." Policy Research Working Paper; No. 9737. World Bank, Washington, DC."

⁴ Ha, Jongrim; Kose, M. Ayhan; Ohnsorge, Franziska. 2021. "One-Stop Source: A Global Database of

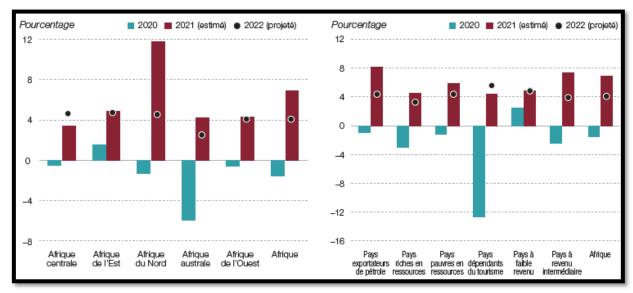
II.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE AFRICAINE

Selon la Banque africaine de développement (BAD)⁵, la croissance africaine s'établirait à 6,9% en 2021. La reprise se serait confirmée au deuxième semestre de 2021, même si les performances des sous régions sont contrastées.

Si en Afrique du Nord et de l'Est, l'on devrait enregistrer en 2021 une forte croissance, l'activité économique en Afrique centrale, devrait par contre être plombée par des facteurs internes.

Notons que la situation économique en Afrique a bénéficié de la réouverture presque complète des économies suite au ralentissement des infections et des décès liés à la COVID-19; du dynamisme de l'activité en Libye du fait d'une amélioration de la situation politique du pays laquelle a entraîné un rebond de la production et des exportations de pétrole; ainsi que de la bonne tenue des cours des matières premières.

Graphique 3: évolution des taux de croissance en Afrique par région et par groupe de pays



Source : BAD $(2022)^6$

2.2.1 AFRIQUE DU NORD

La reprise économique devrait être la plus forte en Afrique du Nord, avec une croissance estimée à 11,7 % en 2021. Cette évolution a été largement attribuée à la Libye, grâce à un fort rebond des activités du secteur pétrolier, du fait de la levée du blocus des exportations de pétrole à la fin de 2020.

La croissance en Afrique du Nord devrait ralentir à 4.5 % en 2022.

2.2.2 AFRIQUE DE L'EST

La croissance du PIB en Afrique de l'Est devrait atteindre 4,7% en 2021. Celle-ci a été impulsée par des dépenses publiques soutenues dans des projets phares d'infrastructure, la diversification économique, le renforcement des liens

⁵ BAD, *Perspectives économiques en Afrique 2022.* Soutenir la résilience climatique et un transition énergétique juste en Afrique, p.51; p.222.

⁶ *Id.*, p.51; p.222.

commerciaux plus étroits tissés au sein de la région et de bonnes performances agricoles.

Le Rwanda devrait rester le pays le plus performant de la sous-région avec un taux de croissance qui devrait atteindre 10% en 2021, suivi par les Seychelles, dont la croissance affiche un taux de 7,9% du fait du dynamisme observé dans le secteur du tourisme. Le Kenya enregistre une belle performance (+6,7%) à cause d'investissements importants dans les infrastructures publiques et du redressement de la consommation privée.

En 2022, la croissance du PIB de la zone devrait s'établir à 4,7%; la croissance du Rwanda devrait ralentir à 6,9 % et celle de l'Ouganda, 4,6 %.

2.2.3 AFRIQUE CENTRALE

En Afrique centrale, la croissance pourrait atteindre 3,4 % en 2021, du fait des bonnes performances enregistrées au deuxième semestre de 2021 dans quasiment tous les pays de la zone, à l'exception de la République du Congo. Cette croissance a bénéficié de la bonne tenue des produits primaires pétroliers et non pétroliers.

A l'opposé des deux précédentes sous-régions, la BAD prévoit une accélération de la croissance en 2022 pour s'établir à 4,6 %.

2.2.4 AFRIQUE DE L'OUEST

Le taux de croissance en Afrique de l'Ouest en 2021, devrait afficher 4,3%, tiré par le Nigeria, principale économie de la région. Le PIB nigérian devrait augmenter de 3,6% grâce aux prix du pétrole qui n'ont cessé d'augmenter d'un semestre à l'autre, à la reprise dans les secteurs des services et de l'industrie et des politiques de soutien à l'agriculture, et en dépit des contraintes d'offres dues aux défis techniques et à l'insécurité régnant dans les régions productrices de pétrole. L'économie ouest africaine devrait rester dynamique en 2022, avec un taux de croissance de 4,1 %. Celui du Nigéria serait de 3,4 %. La Côte d'Ivoire et le Ghana devraient enregistrer de bonnes performances grâce à l'amélioration des prix du cacao et la reprise dans les secteurs de la construction et de l'industrie.

2.2.5 AFRIQUE AUSTRALE

L'Afrique australe, enregistre une croissance de 4,2 % en 2021, du fait la hausse des prix et de la demande mondiale de métaux et de non-métaux, ainsi que par les campagnes de vaccination qui ont favorisé la croissance du secteur du tourisme. Dans cette région, les bons résultats de l'Afrique du sud pendant les deux semestres de l'année 2021 devraient lui permettre d'enregistrer le taux de croissance le plus élevé depuis 2007 (+5%). Cette performance viendrait d'importantes mesures de relance budgétaire mises en œuvre dans ce pays.

La croissance dans la région devrait ralentir pour s'établir à 2,5 % en 2022

Tableau 4: Croissance du PIB réel en Afrique

	E	stimations	d'avril 202	22		E	stimations	d'avril 202	22
-	2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)		2020	2021 (estimé)	2022 (projeté)	2023 (projeté)
Afrique australe	-6,0	4,2	2,5	2,4	Afrique du Nord	-1,3	11,7	4,5	4,2
Afrique du Sud	-6,4	4,9	1,9	1,4	Algérie	-4,9	4,0	3,7	2,6
Angola	-5,4	0,7	2,9	3,5	Égypte	3,6	3,3	5,7	5,1
Botswana.	-8,7	12,5	4,2	4,4	Libye	-59,7	177,3	3,5	4,4
Lesotho	-7,6	1,0	2,5	2,8	Maroc	-6,3	7,2	1,8	3,3
Madagascar	-7,1	3,3	5,0	5,4	Mauritanie	-1,8	3,9	4,8	4,6
Malawi	0,9	3,9	2,4	4,0	Tunisie	-8,7	3,4	2,5	3,2
Maurice	-14,9	4,0	6,2	5,6	Afrique de l'Ouest	-0,6	4,3	4,1	4,1
Mozambique	-1,2	2,2	3,7	4,5	Bénin	3,8	7,0	6,1	6,4
Namibie	-7,9	2,4	2,6	3,5	Burkina Faso	1,9	6,7	5,0	5,4
São Tomé et Príncipe	3,1	2,2	1,5	3,2	Cap-Vert	-14,8	7,1	5,1	5,7
eSwatini	-1,9	6,1	2,4	1,9	Côte d'Ivoire	2,0	7,4	6,0	6,7
Zambie	-3,0	4,0	3,2	3,8	Gambie	-0,2	5,5	4,8	5,8
Zimbabwe	-5,3	6,3	3,5	3,3	Ghana	0,4	5,0	5,3	5,1
Afrique centrale	-0,5	3,4	4,6	4,3	Guinée	6,4	4,3	4,9	5,7
Cameroun	0,5	3,5	3,8	4,1	Guinée-Bissau	-1,4	3,8	3,7	4,5
Centrafrique	1,0	0,7	3,8	3,9	Libéria	-3,0	3,3	3,5	4,3
Congo	-8,1	-0,2	4,3	3,2	Mali	-1,2	3,2	2,1	5,4
Gabon	-1,8	1,3	3,3	3,4	Niger	3,5	1,4	6,5	7,2
Guinée équatoriale	-4,9	1,4	5,0	-1,9	Nigeria.	-1,8	3,6	3,4	3,0
Rép. Dém. du Congo	1,7	5,7	6,2	6,5	Sénégal	1,3	6,1	4,6	8,2
Tchad	-2,2	0,6	2,9	3,2	Sierra Leone	-2,0	3,2	4,0	4,2
Afrique de l'Est	1,5	4,8	4,7	5,5	Togo	1,8	6,0	5,8	6,8
Burundi	-1,0	2,3	3,6	4,6	Afrique	-1,6	6,9	4,1	4,1
Comores	0,2	1,9	2,5	3,2	Afrique (hors Libye)	-1,2	4,2	4,1	4,1
Djibouti	1,2	3,9	3,4	5,2	Afrique (hors Nigeria)	-1,5	7,5	4,2	4,3
Érythrée	-0,6	2,9	4,7	3,6	Postes pour mémoire				
Éthiopie	6,1	5,6	4,8	5,7	Afrique du Nord	4.5	40.0		4.5
Kenya	-0,3	6,7	5,9	5,5	(y compris le Soudan)	-1,5	10,9	4,4	4,3
Ouganda	-1,5	6,0	4,6	6,2	Afrique subsaharienne	-1,7	4,3	3,8	4,0
Rwanda	-3,4	10,0	6,9	7,9	Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud	-0,7	4,2	4,2	4,6
Seychelles	-7,7	7,9	5,0	5,9	Pays exportateurs				
Somalie	-0,3	2,0	3,0	3,6	de pétrole	-1,0	8,1	4,4	4,1
Soudan	-3,6	0,5	2,5	4,5	Pays importateurs de pétrole	-2.4	5.3	3.7	4,1
Soudan du Sud	13,2	-6,0	5,3	6,5	αθ μετίσιο	-2,4	0,0	3,7	4,1
Tanzanie	4,8	4,9	5,0	5,6					

Source : BAD (2022)⁷

2.2.6 CONJONCTURE EN ZONE CEMAC

Selon la BEAC, le secteur non pétrolier devrait porter la croissance de la zone CEMAC avec une évolution de 3%, tandis que le PIB du secteur pétrolier reculait de 8%, en dépit d'une conjoncture favorable sur le marché international du pétrole brut. Le recul du PIB pétrolier s'explique par la baisse de la production pétrolière.

Par pays, on observe une croissance positive en 2021 dans presque tous les pays de la Sous-région, à l'exception du Congo et du Tchad dont les taux de croissance sont respectivement estimés à -1,5 % et -1% en 2021.

Ainsi, selon la BEAC, le taux de croissance au Cameroun devrait s'établir à 3,2% contre 0,5% en 2020. En RCA, le PIB aurait progressé de 1,1 % contre 0,6 % un an plus tôt. Au Gabon, la production aurait évolué de 1,3%, après -1,7%,

20

⁷ *Ibid.*, p.51; p.222.

tandis que le taux de croissance de la Guinée Equatoriale n'évoluerait que de 0,8% en 2021, après -4,6% en 2020.

Tableau 5: Taux de croissance des pays de la CEMAC en 2020 et 2021

PAYS	2020	2021
CAMEROUN	0,5	3,2
CONGO	-6,1	-1,5
GABON	-1,7	1,3
GUINEE EQUATORIALE	-4,6	0,8
RCA	0,6	1,1
TCHAD	-2,2	-1
CEMAC	-1,7	1,4

Source : BEAC⁸

Dans la zone CEMAC, la croissance économique en 2021 a été portée, du côté de la demande, par la demande intérieure, avec une reprise de la consommation privée (contribution de 2,7 points) et des investissements bruts (contribution de 2,5 points). La demande extérieure nette et la consommation publique par contre, ont négativement contribué à la croissance dans la CEMAC, en lien avec la modération des dépenses publiques courantes et surtout avec le recul des exportations en volume d'hydrocarbures.

Du côté de l'offre, hors-mis le secteur primaire, l'ensemble des secteurs d'activité a favorablement contribué à la croissance de la CEMAC en 2021. Tandis que le secteur tertiaire a le plus impulsé la croissance avec une contribution de 1,4 point, suivi du secteur secondaire, le secteur primaire a grevé la croissance de 1,1 point.

Le recul des activités dans le secteur primaire est imputable à une production des hydrocarbures en net recul, dans un contexte de baisse de productivité des champs pétroliers.

21

⁸ BEAC, rapport sur la politique monétaire, mars 2022



III.1. ACTIVITE

3.1.1 PRODUCTION

Le deuxième semestre 2021 a été marqué par une amélioration de l'activité économique, traduite par une croissance du PIB de 4% par rapport au semestre précédent et de 4% en glissement annuel. Cette amélioration est imputable au rebond des activités dans les secteurs primaire (+12%) et tertiaire (+8%), tandis que la production du secteur secondaire baisse de 7%.

3.1.1.1 SECTEUR PRIMAIRE

La croissance dans le secteur primaire est portée par le dynamisme de la branche « agriculture industrielle et d'exportation » En glissement annuel, la croissance est tirée par la branche « sylviculture et exploitation forestière » (+6%).

3.1.1.2 SECTEUR SECONDAIRE

Au deuxième semestre 2021 ; la valeur ajoutée du secteur secondaire augmente de 3% en

glissement annuel mais baisse de 7% par rapport au premier semestre 2021. Cette évolution est imputable aux industries agro-alimentaires les industries extractives ont négativement contribué à cette croissance dans les périodes sous-revues.

3.1.1.3 SECTEUR TERTIAIRE

Au deuxième semestre 2021, la valeur ajoutée du secteur tertiaire est en hausse par rapport au premier semestre 2021 (+8%), qu'en glissement annuel (+4%). En glissement semestriel, la hausse de la valeur ajoutée s'explique essentiellement par la bonne tenue des branches « Administration publique » (+18%), « autres services marchands » (15%) et « Services financiers » (9%). En glissement annuel, c'est l'augmentation de la valeur ajoutée des services financiers (+17%) qui tire principalement la croissance.

Tableau 6: Evolution trimestrielle de la production par secteurs et principales branches d'activité

	Ventilation du P	IB réel trimestriel br	ut par secteurs d'activités			
Libellé		se 100 = 2005) (en mil		Variations		
	S2_2020 (a)	S1_2021 (b)	S2_2021 (c)	(b)/(a)	(c)/(b)	(c)/(a)
Secteur primaire	2012.3	1889.8	2124.9	-6%	12%	6%
Agriculture des produits vivriers	720.2	739.1	738.8	3%	0%	3%
Agriculture industrielle et d'exportation	466	282.7	497.8	-39%	76%	7%
Elevage. chasse et pêche	408.2	407.7	414.7	0%	2%	2%
Sylviculture et exploitation forestière	425.2	454.9	481.5	7%	6%	13%
Secteur secondaire	2625.7	2913.3	2699.7	11%	-7%	3%
Industries Extractives	308.1	311.9	298.3	1%	-4%	-3%
dont extraction d'hydrocarbure	280.8	283.7	269.4	1%	-5%	-4%
Industries Agro-alimentaires	729	820	759.3	12%	-7%	4%
Autres Industries Manufacturières	710.2	886.2	724.5	25%	-18%	2%
Electricité	98.4	100.7	102	2%	1%	4%
Eau et Assainissement	68.9	70.4	70.7	2%	0%	3%
BTP	708.4	721.7	744.7	2%	3%	5%
Secteur tertiaire	5970.2	5751.7	6204.7	-4%	8%	4%
Commerce et réparation	1297.5	1308.2	1343	1%	3%	4%
Transports	1150.7	1168.2	1187.7	2%	2%	3%
Information et communication	267.1	264.9	280.8	-1%	6%	5%
Hébergement et restauration	546.7	569.2	574.9	4%	1%	5%
Services financiers	255.9	274.8	300.5	7%	9%	17%
Administrations publiques	1212.5	1062.1	1248.5	-12%	18%	3%
Autres services marchands	1242.2	1107.2	1272	-11%	15%	2%
TOTAL DES VA	10605.9	10547.5	11039.6	-1%	5%	4%
Impôts et taxes nets sur les produits	824.9	837	834	1%	0%	1%

	Ventilation du PIB r	ar secteurs d'activités				
Libellé	(base 10	Variations				
	S2_2020 (a)	S1_2021 (b)	S2_2021 (c)	(b)/(a)	(c)/(b)	(c)/(a)
PIB	11424.8	11378.9	11867.8	0%	4%	4%

Source: CCIMA, à partir des comptes nationaux trimestriels (4e trimestre 2021)/INS

3.1.2 INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Inflation au plus haut en glissement annuel

L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a augmenté de 1,7 % entre le premier semestre 2021 et le second semestre 2021. En glissement annuel, la hausse est de 2,5% imputable en grande partie au renchérissement des prix des produits alimentaires.

3.1.2.1 VARIATION PAR COMPOSANTES PRINCIPALES

Par fonctions de consommation, les prix des douze composantes principales ont augmenté en

Tableau 7: Evolution de l'Indice des prix par fonctions de consommation (base 100, en 2011)

glissement annuel. Cette hausse découle principalement du renchérissement de prix des fruits, des légumes ainsi que des pains et céréales. Les prix du lait, fromage et œuf, des viandes, du sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie, et ceux des huiles et graisses ont également soutenu cette hausse. Les prix des produits alimentaires grimpent sous l'effet de (i) la faiblesse de l'offre des produits agricoles accentuée par l'insécurité persistante dans certaines régions du Cameroun, (ii) l'approvisionnement limité des grands centres de consommation à cause de la dégradation de certains axes du réseau routier ou ferroviaire.

des prix est soutenue par les produits provenant du secteur primaire (+5,4%) et celle des prix des produits locaux (+5%).

	2e sem. 2020	1er Sem. 2021	2e Sem. 2021	variation	(en %)
Fonction de consommation	a	b	c	c/b	c/a
Produits alimentaires et boissons non alcooliques	121,1 Table	au 8: Evoluti	123,2	0,5	1,7
Boissons alcoolisées et tabacs	134,3 group	au 8. Evoluti 135,4 es secondair	135,6	te des pri	0,9
Articles d'habillement et chaussures	114,7	115,8	115,7	-0,1	0,9 variation
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	120,31	122,1	2020 2021	en 2e Sen 2821	(en %)
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	secon 111,6 produ	daire de 112,4	112,2	-0,1	0,5 c/b c/a
Santé	1	its locaux	117,2 103,4 117,2 121	1 0.0	1,6,1,5,0
Transports	126.5 Produ	its inportes	117,2 121		1,0,5,9
Communications		uits issus du ⁴	91,3	-0,1	0,2
Loisirs et culture	18077,80	ur primair£08,1	127,6 10829	4 0,34,6	4,00,45,4
Enseignement	Produ	uits issus ₁ da,3	118,5		0,6
Restaurants et hôtels	secte 132,3 Prode	ur secondaire 133,1	110,4 111 133,1	2 112,2	$0.9 \ 0.6$
Biens et services divers		ur primaire ^{17,2}	118.9 11713		0.6 ^{0,4} 1.0

Source : CCIMA, à partir de la note sur l'évolution des prix (4e trimestre 2021)/INS

Par groupe secondaire de produits, l'indice des prix des composantes principales ont augmenté aussi bien par rapport au premier semestre 2021 qu'en glissement annuel. Toutefois, la hausse Source : CCIMA, à partir de la note sur l'évolution des prix (4e trimestre 2021)/INS

3.1.2.2 REPARTITION SPATIALE DE L'INFLATION

Sur le plan spatial, et entre le premier et le deuxième semestre 2021, les prix ont plus augmenté à Ebolowa (+4,4%), à Bertoua (+3,2%) et à Yaoundé (+3%). Ils sont quasistables à Garoua, à Bafoussam, à Douala et à Ngaoundéré. Par contre, les prix ont baissé à Buea (-1,1%).

En glissement annuel, les prix ont augmenté dans neuf (9) des dix villes. Cette hausse été

plus soutenue à Bamenda (+4,2%), à Ebolowa (+3,8%), à Maroua (3,7%), à Bertoua (+3%) et Bafoussam (+2,9%).

Tableau 9: Evolution de l'indice (base 100, année 2011) des prix des chefs-lieux des régions

	2e sem. 2020	1er Sem. 2021	2e Sem. 2021	variatio %	`
	a	b	c	c/b	c/a
Yaoundé	117,2	116,4	119,8	3,0	2,2
Douala	117,6	119,7	120,0	0,3	2,1
Bafoussam	117,9	121,2	121,4	0,2	2,9
Bamenda	120,2	122,5	125,3	2,3	4,2
Garoua	117,2	120,1	120,2	0,1	2,5
Maroua	117,4	120,3	121,8	1,2	3,7
Ngaoundéré	116,1	117,3	116,3	-0,9	0,1
Bertoua	124,7	124,5	128,5	3,2	3,0
Buea	123,7	127,9	126,6	-1,1	2,3
Ebolowa	118,4	117,7	122,9	4,4	3,8

Source : CCIMA, à partir de la note sur l'évolution des prix (4e trimestre 2021)/INS

III.2. FINANCES PUBLIQUES

La politique du Gouvernement a reposé sur la poursuite des efforts de consolidation budgétaire. Au deuxième semestre, l'exécution du budget 2021 a été marquée par la mise en œuvre du collectif budgétaire et la signature d'un nouveau programme avec le FMI.

En effet, le Président de la République a signé deux ordonnances, modifiant les projections des ressources et des autorisations de dépenses de la loi de finances initiale 2021. Par ailleurs, le Cameroun a conclu en juillet 2021 avec le FMI, un nouveau programme économique et financier triennal 2021-2024, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et le Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC). Le nouveau programme met en relief un gap de financement pour la période 2021-2024 d'un montant de 1 000 milliards, gap qui sera comblé par le FMI à hauteur de 375 milliards, et en termes d'appuis budgétaires, par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne et l'Agence française de développement à hauteur de 625 milliards.

3.2.1- COLLECTIF BUDGETAIRE

L'environnement dans lequel avait été élaborée la loi de finances de l'exercice 2021 a enregistré des évolutions significatives au premier semestre de l'année. Il s'agit notamment : (i) de la hausse des cours mondiaux du pétrole brut, dont le prix du baril est désormais projeté à 58,5 dollars US contre 43,8 dollars US retenus dans la loi de finances initiale ; (ii) de la poursuite de la lutte contre la pandémie du coronavirus, qui engendre des besoins nouveaux notamment ceux liés à la vaccination (iii) de la décision du Gouvernement relative à l'émission d'un eurobond pour le rachat de l'eurobond de 450 milliards émis en 2015; (iv) de la suspension du mécanisme de décaissement et de remboursement des fonds C2D; (v) d'un allègement plus important de la dette extérieure du Cameroun vis-à-vis du G20, qui passe de 100 à 166 milliards.

Aussi, les 26 mai et 07 juin 2021, le Président de la République a respectivement signé les deux ordonnances N°2021/002 et N°2021/003 pour modifier et compléter certaines dispositions de la loi n°2020/018 du 17 décembre 2020 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021, afin de tenir compte de ces

évolutions de l'environnement économique, financier et sociopolitique.

Dans cet environnement, et afin de garantir une plus grande sincérité des prévisions des recettes, des dépenses et du financement, les ordonnances susvisées modifient le niveau du budget de l'Etat à 5 480,4 milliards dont 5 235,2 milliards pour le budget général, soit une augmentation de 615,2 milliards (+12,6%). Il en résulte un déficit budgétaire global de 3% du PIB en 2021 contre un objectif initial de 2,8% du PIB.

Les dépenses ont été revues également à la hausse du même montant et une réallocation a été effectuée. Ainsi, on a enregistré :

- une hausse de 55 milliards des dépenses de biens et services pour renforcer la dotation pour interventions directes SNH au titre des dépenses sécuritaires;
- une hausse de 100,0 milliards des transferts et subventions, répercutée en totalité sur l'enveloppe constituée pour la compensation des manques à gagner de la SONARA et des marqueteurs ;
- une hausse de 448,7 milliards du principal de la dette.

3.2.2- RESULTATS BUDGETAIRES

L'exécution de la loi des finances révisée au deuxième semestre 2021, laisse apparaître un déficit du solde budgétaire global, base caisse de 259,3 milliards contre un déficit de 245 milliards au premier semestre 2021. Le financement de ce déficit à hauteur de 217,2 milliards par l'extérieur notamment les tirages sur prêts et par le recours au financement intérieur, avec une forte contribution du système bancaire intérieur, à hauteur de 42,1 milliards.

Tableau 10: Solde base caisse et son financement

	1er semestre	2e Semestre
	2021	2021
Solde base		
caisse	-245,8	-259,3
Financement extérieur		
net	172,9	217,2
Tirages sur prêts	290,2	774
Financement intérieur		
net	72,9	42,1

1er semestre 20212e 2021système bancaire net190,2227,6

Source: MINFI/DP juin 2022

3.2.3- RESSOURCES BUDGETAIRES

Les ressources du budget de l'Etat comprennent les recettes budgétaires et les recettes d'emprunt. Au terme du deuxième semestre 2021, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent les ressources que budgétaires totales s'élèvent à 2 965,8 milliards, en hausse aussi bien par rapport aux résultats budgétaires obtenus au 30 juin 2021 (+42,1%) qu'en glissement annuel (+30,8%). Cette augmentation tirée par les recettes est d'emprunts.

Tableau 11: Ressources du budget de l'Etat au deuxième semestre 2021

RUBRIQUES	2e Sem. 2020	1er Sem. 2021	2e Sem. 2021	Variation	
RUBRIQUES	a	b	С	c/a	c/b
A- Recettes budgétaires (I+II)	1 708,7	1 679,7	1 928,2	12,8	14,8
I- Recettes internes (1+2)	1 675,4	1 660,3	1 837,0	9,6	10,6
1-Recettes pétrolières (a+b)	231,1	202,2	280,0	21,2	38,5
a-Redevance SNH	168,6	181,3	227,7	35,1	25,6
b- Impôt sur les sociétés pétrolières	62,5	20,9	52,3	-16,3	150,2
2- Recettes non pétrolières (i+ii)	1 444,3	1 458,1	1 557,0	7,8	6,8
i- Recettes fiscales (a+b)	1 322,0	1 382,3	1 460,9	10,5	5,7
a- Recettes des impôts et taxes	914,8	994,3	996,6	8,9	0,2
dont - TVA	334,6	293,8	364,1	8,8	23,9
- Impôt sur les sociétés non pétrolières	127,8	240,5	153,8	20,3	-36,0
- Droits d'accises	126,0	245,5	24,9	-80,2	-89,9
- Droits d'enregistrement et du timbre	57,0	56,1	64,2	12,6	14,4
- TSPP	67,1	73,4	73,4	9,4	0,0
b- Recettes douanières	407,2	388,0	464,3	14,0	19,7
dont - Droit de douane à l'importation	174,1	164,0	184,8	6,1	12,7

RUBRIQUES	2e Sem. 2020	1er Sem. 2021	2e Sem. 2021	Variation	
RUBRIQUES	a	b	С	c/a	c/b
- TVA importation	185,8	175,4	220,7	18,8	25,8
ii- Recettes non fiscales	122,3	75,8	34,8	-71,5	-54,1
II- Dons	33,3	19,4	91,2	173,9	370,1
B- Recettes d'emprunts	558,7	407,2	1 037,7	85,7	154,8
- Prêts projets	236,9	196,7	207,7	-12,3	5,6
- Prêts FMI	68,2	0,0	148,6	117,9	NC
- Appuis budgétaires	57,6	0,0	55,2	-4,2	NC
- Emission titres publics	118,0	204,2	614,9	421,1	201,1
dont Eurobonds		0,0	449,3	NC	NC
- Emprunts bancaires	78,0	6,3	4,0	-94,9	-36,5
Total ressources budgétaires	2 267,4	2 086,9	2 965,8	30,8	42,1

Source: MINFI/DGB, Rapport sur l'exécution du budget à fin décembre 2021

3.2.3.1 RECETTES BUDGETAIRES

Les recettes budgétaires recouvrées se chiffrent à 1 928,2 milliards, en hausse de 12,8% par rapport au deuxième semestre 2020.

Les recettes internes représentent 95,3% des recettes budgétaires.

3.2.3.1.1- Recettes internes

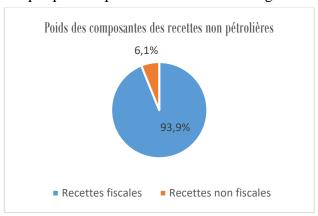
Les recettes internes sont constituées des recettes pétrolières et des recettes non pétrolières.

Les recettes internes ont été recouvrées à hauteur de 1 837 milliards au terme du deuxième semestre 2021, en hausse de 10,6% en glissement annuel. Ces recettes résultent d'une hausse des recettes non pétrolières mais surtout des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières ont été recouvrées à hauteur de 280 milliards (soit 15,1% des recettes internes) contre 231,1 milliards au deuxième semestre 2020.

Les recettes non pétrolières pèsent 84,7% des recettes internes. Constituées des recettes fiscales et des recettes non fiscales, elles sont passées de 1 444,3 milliards au deuxième semestre 2020 à 1 577 milliards. Cette évolution reflète celle des recettes fiscales, qui augmentent de 138,9 milliards dans la période sous-revue pour s'établir à 1 460,9 milliards.

Graphique 4: répartition des recettes budgétaires



Source: MINFI/DGI

L'accroissement des recettes fiscales résulte de la bonne mobilisation des recettes douanières et des recettes des impôts et taxes.

Les recettes des impôts et taxes s'élèvent à 996,6 milliards au terme du deuxième semestre 2021, en hausse de 8,9% en glissement annuel. Cette hausse est soutenue par la bonne mobilisation des recettes de TVA (+29,5 milliards) et de l'Impôt sur les sociétés non pétrolières (+26 milliards). Le recouvrement des droits d'accise (-101,1 milliards par rapport au deuxième semestre 2020) a plombé la perception des recettes des impôts et taxes.

Au cours du deuxième semestre 2021, un montant de 464.3 milliards a été recouvré au titre

des recettes douanières. Elles sont en hausse de 76,3 milliards (+14,1%) par rapport au premier semestre 2021, et de 57,1 milliards en glissement annuel.

Les recettes douanières pèsent 31,8% des recettes fiscales, et sont essentiellement constituées de la TVA à l'importation (47,5% des recettes douanières) et des droits de douane à l'importation (39,8%).

Au terme du deuxième semestre 2021, les recettes non fiscales se chiffrent à 34,8 milliards, en baisse de 71,5% par rapport au deuxième semestre 2020.

3.2.3.1.2- Dons

Au terme du deuxième semestre 2021, les dons ont été mobilisés à hauteur de 91,2 milliards, en hausse de 57,9 milliards par rapport au deuxième semestre 2020.

3.2.3.2 RECETTES D'EMPRUNT

Les emprunts mobilisés se sont établis à 1 037,7 milliards au cours du deuxième semestre 2021, en hausse de 479 milliards en glissement annuel. Ils comprennent les émissions de titres publics, les emprunts bancaires, les prêts projets, les prêts FMI et les appuis budgétaires ou prêts programmes.

3.2.3.2.1- Prêts

Au deuxième semestre 2021, les tirages sur prêts s'élèvent à 207,7 milliards. Par rapport au deuxième semestre 2020, ils baissent de 29,2 milliards (-12,3%).

3.2.3.2.2- Emprunts bancaires

Les emprunts bancaires sont les emprunts contractés par l'Etat auprès des banques locales pour financer les projets de développement. Les emprunts bancaires sollicités au deuxième semestre 2021 sont de 4 milliards.

3.2.3.2.3 Emissions de titres publics

Les émissions de titres publics concernent les Bons de Trésor Assimilables (BTA) et les Obligations du Trésor Assimilables (OTA) émis par l'Etat sur le marché des titres publics à souscription libre émis par adjudication des Etats membres de la CEMAC.

Au terme du deuxième semestre 2021, le montant des titres mobilisés sur le marché des adjudications s'élève à 614,9 milliards, en hausse de 496,9 milliards par rapport au deuxième semestre 2020, en lien avec l'émission de l'eurobond de 449,3 milliards.

3.2.4- DEPENSES BUDGETAIRES

Les charges de l'Etat comprennent les dépenses courantes (hors intérêts de la dette), les dépenses d'investissement ainsi que le service de la dette publique.

3.2.4-1. Dépenses courantes (hors intérêts sur dette)

Les dépenses courantes comprennent les dépenses de personnel, les achats des biens et services, et les transferts et subventions.

Au terme du deuxième semestre 2021, elles s'établissent à 1515,2 milliards contre 1257,5 milliards à la même période de 2020. Elles augmentent ainsi de 257,7 milliards (+20,5%), tirées par les transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 557,1 milliards, en hausse de 8,7% par rapport au deuxième semestre 2020.

Les dépenses des biens et services concernent les acquisitions de biens et services destinés au fonctionnement des administrations. Leur niveau d'exécution est de 459,2 milliards contre 428,2 milliards à la même période de 2020, soit une hausse de 1,4%.

Les dépenses de transfert et subventions sont composées des bourses, des subventions et des pensions. Ces dépenses s'élèvent à 498,9

milliards, soit une hausse de 207 milliards (+70,9%) par rapport au deuxième semestre 2020.

3.2.4-2. Dépenses d'investissement

Au terme du deuxième semestre 2021, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 650,5 milliards, en augmentation de 227,2 milliards (+53,7%) par rapport au deuxième semestre 2020.

Les dépenses en capital sur ressources propres s'élèvent à 270,7 milliards, en hausse de 86,8 milliards (+47,2%).

Les dépenses en capital sur financements extérieurs s'élèvent à 366,7 milliards contre 223.3 milliards au deuxième semestre 2020.

3.2.4-3. Service de la dette publique

Le service de la dette publique comprend le service de la dette publique extérieure et le service de la dette publique intérieure.

Au deuxième semestre 2021, le montant du service de la dette publique est de 863,4 milliards, en hausse de 15,3% en glissement annuel. Cette évolution résulte de la hausse du service de la dette extérieure de 432,8 milliards. Le service de la dette extérieure est de 584,4 milliards et celui de la dette intérieure, de 279 milliards.

Tableau 12: Exécution des dépenses de l'Etat au deuxième semestre 2021

RUBRIQUES	2e Sem. 2020 1er Sem. 2021		2e Sem. 2021	Variation (en %)	
	A	b	С	c/a	c/b
I-Dépenses courantes (hors intérêts)	1 257,5	1 291,3	1 515,2	20,5	17,3
- Dépenses de personnel	512,8	517,9	557,1	8,6	7,6
- Dépenses de Biens & Services	452,8	530,6	459,2	1,4	-13,5
Transferts et Subventions	291,9	242,8	498,9	70,9	105,5
- Subventions	175,6	128,0	378,0	115,3	195,3
- Pensions	116,2	114,4	121,3	4,4	6,0
II- Dépenses d'investissement	423,3	454,2	650,5	53,7	43,2
Sur financements extérieurs	223,3	216,2	366,7	64,2	69,6
Sur ressources propres	183,9	220,1	270,7	47,2	23,0
IV- Service de la dette publique	748,6	315,7	863,4	15,3	173,5
Dette extérieure	201,6	151,6	584,4	189,9	285,5
- Intérêts	75,1	50,4	114,4	52,3	127,0
- Principal	126,5	101,2	470,0	271,5	364,4
Dette intérieure	547,0	164,1	279,0	-49,0	70,0
- Intérêts	68,3	19,7	57,1	-16,4	189,8
- amortissement du principal	134,0	105,4	188,9	41,0	79,2
Total dépenses de l'Etat	2 471,2	2 061,2	3 029,1	22,6	47,0

Source: MINFI/DGB

III.3. CONJONCTURE MONETAIRE ET FINANCIERE

La conjoncture monétaire et financière a été marquée au deuxième semestre 2021 par : i) le relèvement du plafond d'endettement de l'exercice, par l'ordonnance N°2021/002 du 26 mai 2021, afin d'augmenter le montant des émissions des titres publics ; ii) l'émission d'un eurobond de 450 milliards à un taux de 5,95%, en vue du rachat de l'eurobond émis en 2015 ; iii) la conduite du programme économique et financier triennal 2021-2024, soutenu par la Facilité Elargie de Crédit et le Mécanisme Elargi de Crédit. Ce programme vise au plan de la politique monétaire, la préservation de la stabilité monétaire qui se décline au plan interne, par un niveau de prix faible à moyen terme et au plan externe, par un taux de couverture extérieure de la monnaie suffisant (≥ 20 %) ou un niveau de réserves de change d'au moins trois (03 mois) d'importations des biens et services

•

3.3.1. POLITIQUE MONETAIRE

Pour atteindre son objectif de stabilité monétaire, la BEAC intervient sur le marché monétaire, soit en ponctionnant, soit en injectant de la liquidité centrale, afin de piloter le Taux d'Intérêt Moyen Pondéré (TIMP) du marché interbancaire autour du Taux d'Intérêt des Appels d'Offre (TIAO), qui est son principal taux directeur. Cette démarche se traduit par des interventions hebdomadaires d'appel d'offre, renforcées si nécessaire, par d'autres instruments au titre d'apport supplémentaire ou de retrait de liquidités.

Lors de la session ordinaire du 28 juin 2021, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BEAC a procédé à l'évaluation de la mise en œuvre des mesures adoptées depuis mars 2020 pour faire face à la crise sanitaire de la Covid-19. Tenant compte de la persistance de la pandémie de COVID-19 dans la CEMAC et d'une évolution mitigée du nombre de personnes totalement vaccinées, le CPM avait décidé de maintenir l'orientation de la politique monétaire tout en suivant régulièrement une série d'indicateurs pouvant amener à inverser cette orientation. En particulier, il avait décidé qu'en cas d'érosion accélérée des réserves de change, la politique monétaire serait automatiquement resserrée à travers notamment le relèvement du

taux directeur. Compte tenu des risques qui pèsent sur la position extérieure de la CEMAC, le CPM a augmenté le TIAO à 3,50 % le 25 novembre 2021, soit un relèvement de 25 points. Les conditions monétaires se sont durcies dans la CEMAC en décembre 2021, en lien avec la baisse en moyenne annuelle de l'Indicateur des Conditions Monétaires (ICM), qui traduit le resserrement de la politique monétaire. En effet, l'ICM a baissé de 11,4 % en 2021 par rapport à 2020, en relation avec les hausses du TIAO de 25 points de base le 25 novembre 2021 et du Taux d'Intérêt proportionnel (TIP) pratiqué sur le marché des titres publics de 20,4 points de base passant de 0,93 % à 1,134 % sur la période.

3.3.2. SITUATION MONETAIRE

Au terme du deuxième semestre (à fin décembre) 2021, la situation monétaire s'équilibre en ressources et en emplois à 8 495,8 milliards, en progression de 14,5% en glissement annuel.

3.3.3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

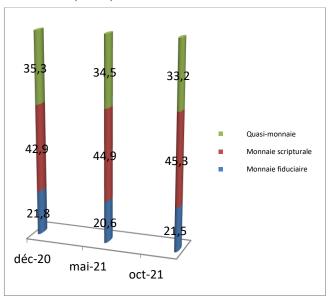
Au 31 décembre 2021 et en glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 17 % pour s'établir à 7 151,3 milliards. Par rapport au 30 juin 2021, la masse monétaire augmente de 7,6%.

En glissement annuel, la hausse de la masse monétaire résulte de celle de ses trois composantes : +23,5% pour la monnaie scripturale (ou dépôt à vue), +15,5% pour la monnaie fiduciaire (billet et monnaie en circulation) et 10,2% pour la quasi-monnaie (ou dépôt à terme ou d'épargne).

Par rapport à fin juin 2021, la progression de la masse monétaire est tirée par la monnaie scripturale (contribution de 3,8 points à la croissance de la masse monétaire) et par la monnaie fiduciaire (contribution de 2,6 points à la croissance).

La structure de la masse monétaire reste dominée par la monnaie scripturale (dépôt à vue), dont le poids a augmenté passant de 42,9% de la masse monétaire à fin décembre 2020 à 45,3% au terme du deuxième semestre 2021. Par contre, le poids de la quasi-monnaie a diminué de 2,1 points pour se situer à 33,2%.

Graphique 5: Composantes de la masse monétaire (en %)



Source: BEAC

3.3.4. SOURCES DE CREATION MONETAIRE

3.3.4.1. Avoirs extérieurs nets (AEN)

Au 31 décembre 2021, les avoirs extérieurs nets du Cameroun sont de 2 632.2 milliards contre 2 358.8 milliards à fin décembre 2020. enregistrant ainsi un accroissement de 11,6%. Cette évolution est tirée par la hausse de 25,2% des avoirs extérieurs nets des banques. Les avoirs extérieurs nets sont constitués à hauteur de 48,5% des avoirs extérieurs nets des banques et 51.5% des avoirs extérieurs nets de la BEAC. Les avoirs extérieurs nets de la BEAC se sont élevés à 1525,7 milliards, soit un niveau audessus de la cible convenue avec le FMI à cette date, qui était de 1 431 milliards. Les réserves de change de la CEMAC ont représenté 3,72 mois d'importations de biens et services en 2021 contre 3,66 mois en 2020. Celles du Cameroun sont de 8,5 mois d'importations en 2021. La hausse des réserves de change résulte de l'allocation des DTS et des décaissements attendus dans le cadre des programmes économiques et financiers des États avec le FMI.

3.3.4.2. Crédit intérieur

Au 31 décembre 2021, le crédit intérieur augmente de 15,9% en glissement annuel, pour s'établir à 5 863,6 milliards, résultant de la hausse des crédits à l'économie (contribution de 7,2% à la croissance des intérieurs) et des créances nettes sur l'Etat (5,9%).

3.3.4.2.1. Créances nettes sur l'Etat

En s'établissant à 1 835,9 milliards au 31 décembre 2021, les créances nettes sur l'Etat progressent de 4,3% par rapport à fin juin 2021. Cette hausse est de 24,4% par rapport à fin décembre 2020. Cette hausse est attribuable à l'intensification des émissions de titres publics et des tirages effectués auprès du FMI dans le cadre du programme économique et financier en cours d'exécution. La Position Nette du Gouvernement (PNG) se renforce à 1 866,3 milliards, en lien avec l'accroissement des engagements envers le FMI et

de la PNG envers les banques créatrices de monnaie et envers la BEAC.

3.3.4.2.2. Crédits à l'économie

A fin décembre 2021, les crédits à l'économie se chiffrent à 4 027,7 milliards, en hausse de 12,3% en glissement annuel. Les crédits au secteur privé non financier pèsent 88,5% de l'ensemble de crédits à l'économie. En s'établissant à 3 563,1 milliards, les crédits au secteur privé augmentent de 397 milliards par rapport à fin juin 2021 et de 386,8 milliards en glissement annuel.

3.3.5. SECTEUR BANCAIRE

A fin décembre 2021, le secteur bancaire se caractérise par : (i) l'augmentation du bilan consolidé des banques, (ii) l'accroissement des dépôts et des crédits à la clientèle ; (iii) l'amélioration de l'inclusion financière ; et (vi) la conformité aux normes prudentielles.

La trésorerie globale des banques est excédentaire de 4 824 milliards (26 % du total du bilan). Elle augmente de 590 milliards (+ 14%) par rapport à la situation prévalant à fin décembre 2020, imputable à la hausse des dépôts non remployés. La qualité du portefeuille du système bancaire s'est améliorée en terme relatif. En effet, l'encours des créances en souffrance s'établit à 1 938 milliards, en hausse de 24 milliards (+1,3 %) comparativement au niveau du 31 décembre 2020. Elles ont représenté 19,5 % des crédits bruts en 2021 contre 21,2% l'année précédente. Le bilan consolidé de l'ensemble des banques s'équilibre en ressources et emplois à 8 095,3 milliards, en hausse de 15,3% en glissement annuel. Le nombre total de comptes bancaires est en hausse de 258 691 comptes par rapport à fin décembre 2020. Le taux de bancarisation au sens strict de la population active est de 28,4%.

3.3.5.1. Dépôts de la clientèle

Au terme du deuxième semestre 2021, les dépôts progressent de 15,9% en glissement annuel, pour se chiffrer à 6 233,0 milliards. Cette hausse est 7,9% par rapport au 30 juin 2021. En glissement annuel, l'accroissement des dépôts est soutenu par ceux des entreprises privées (contribution de 6,9 points à la croissance des dépôts), des particuliers (contribution de 4 points à la croissance) et des entreprises publiques (contribution de 2,7 points). Les dépôts des Sociétés d'assurance et de capital (-12,1%) ont ralenti la progression des dépôts.

Par type de clientèle, les particuliers détiennent la plus grande part des dépôts (38,0%). Ils sont suivis par les entreprises privées (26,5%), les entreprises publiques (8,3%), l'administration publique centrale (7,9%) et les entreprises individuelles (3,6%).

Par nature, les dépôts à vue, les dépôts à régime spéciaux (bons de caisse) et les dépôts à terme sont tous en hausse aussi bien par rapport au 30 juin 2021 qu'en glissement annuel. Les dépôts à vue sont les plus représentatifs, avec 79,5% de l'ensemble, contre 13,1% pour les dépôts à terme et 7,4% pour les bons de caisse.

Tableau 13: Dépôts par nature (en milliards de FCFA)

Libellés	Décem bre 20	juin-21	Décem bre 21	Variation (%)		Poids en décembre 2021	
	a	В	c	c/b	c/a	(%)	
Dépôts à régime							
spécial	433,5	447,9	463,1	3,4	6,8	7,4	
Dépôts à terme	705,9	781,5	813,9	4,1	15,3	13,1	
Dépôts à							
vue	4 329,2	4 593,0	4 956,0	7,9	14,5	79,5	
TOTAL	5 378,7	5 822,3	6 233,0	7,1	15,9	100	

Source: BEAC

En termes de part de marché, Afriland firts bank garde la première place avec 19,0% des dépôts. Elle est suivie par la SGC (15,4%), la BICEC (10,2%), la SCB (9,0%), UBA (8,2%), la BAC (7,4%), la CCA (6,2%), ECOBANK (5,8%), et la CBC (5,4%).

3.3.5.2. Encours des crédits

Au 31 décembre 2021 et en glissement annuel, l'encours des crédits est de 4 312,4 milliards, en hausse de 10,3%. Ces augmentations sont soutenues par les crédits octroyés aux entreprises privées (contribution de 3,7% à la croissance), aux particuliers (contribution de 3,4 points à la croissance des crédits) et aux entreprises publiques (contribution de 1,8 point à la croissance). Par rapport à fin juin 2021, les crédits ont augmenté de 9,3%.

Les principaux secteurs d'activités bénéficiaires des crédits sont : « bâtiments et travaux publics » (20,9% du total des crédits), « commerce, restauration et hôtel » (17,1%), « transports et activités auxiliaires de transports » (16,5%), « agriculture, élevage et chasse, sylviculture et pêche » (14%), « production et distribution d'électricité, gaz et eau » (11,8%), « industries extractives » (11,0%), « production de services aux collectivités et personnels » (5,5%), « activités des institutions financières, affaires immobilières et services destinés aux entreprises » (2,7%).

Les créances brutes en souffrance se stabilisent à 16,8% de l'encours des crédits, tandis que la position extérieure des banques baisse en glissement annuel.

Par type de clientèle, 59,6% des crédits sont accordés aux entreprises dont 3,6% aux entreprises individuelles; 19,2% aux particuliers; 10,1% aux entreprises publiques et 10% à l'administration publique centrale.

Tableau 14: Répartition des crédits par type de clientèle (en milliards de FCFA).

Libellés	Déc-20	Juin-21	Déc-21	Variations (%)		Poids en décembre 2021
	(a)	(b)	(c)	(c/b)	(c/a)	(%)
Administration publique centrale	401,4	408,1	430,8	5,6	7,3	10,0
Administration publique locale	1,0	0,9	0,9	0,0	-10,0	0,0
Organismes publics	0,1	25,8	0,0	-100	-100	0,0
Administrations privées	10,8	36,9	27,9	- 24,4	158,3	0,6
Entreprises publiques	365,1	400,6	434,2	8,4	18,9	10,1
Entreprises privées	2 273,5	2 203,3	2 416,8	9,7	6,3	56,0
Sociétés d'assurance et de capital	10,2	7,7	11,6	50,6	13,7	0,3
Entreprises individuelles	140,7	129,7	153,9	18,7	9,4	3,6
Particuliers	696,6	723,7	828,7	14,5	19,0	19,2
Divers	9,5	7,1	7,6	7,0	-20,0	0,2
Total	3 908,8	3 943,8	4 312,4	9,3	10,3	100

Source: BEAC

En termes de part de marché, Afriland first bank conserve la première place avec 20,6% des crédits. Elle est suivie de SGC (15,5%), la BICEC (10,6%), SCB (9,7%), CBC (7,9%), BAC (7,3%).

Six banques (AFB, SGC, BICEC, SCB, CBC, BAC) financent 72% des crédits et portent les trois quarts de l'ensemble des créances en souffrance.

Le taux de créances brutes en souffrance s'améliore en passant de 17,1% à fin décembre 2020 à 14,9% à fin décembre 2021. De même, le taux de couverture desdites créances par les provisions s'améliore à 90% contre 80% un an plus tôt.

Le niveau d'intermédiation financière, mesuré en rapportant les crédits sur les dépôts se stabilise à 69,1%. Le ratio de transformation des dépôts en crédits à long terme passe de 39,1% à 38%. Normes prudentielles.

Sur les 52 banques de la CEMAC déclarantes, douze disposent d'un niveau de fonds propres satisfaisant pour respecter l'ensemble des ratios prudentiels assis sur cet agrégat. Les normes prudentielles à l'égard desquelles le plus grand nombre de banques est en conformité sont celles se rapportant aux capitaux propres, au rapport de liquidité et à la limite globale de la norme sur la division des risques. Les normes prudentielles les moins respectées sont respectivement la limite individuelle des risques, la représentation du capital minimum, le ratio de couverture des immobilisations, le ratio de fonds propres de base, le coefficient de transformation et la limitation des engagements en faveur des apparentés.

Sur les 15 banques qui opèrent sur le marché camerounais, la situation des ratios prudentiels se présente ainsi qu'il suit :

- 13 banques respectent le ratio de représentation du capital minimum et de fonds propres nets ;
- 12 banques respectent la norme relative au ratio de solvabilité (couverture des risques) ;
- 12 banques respectent le ratio minimum de couverture des immobilisations par les ressources permanentes ;
- 14 banques respectent le ratio de liquidité;
- 12 banques respectent le coefficient de transformation à long terme.

3.3.6. ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE

En 2021, le secteur de la microfinance est marqué par deux faits majeurs : (i) l'entrée en activité du réseau MUFID, constitué des anciens EMF indépendants du modèle MC² ; (ii) l'agrément en

deuxième catégorie de neuf (09) EMF exerçant précédemment comme indépendants de première catégorie.

Au 31 décembre 2021, le Cameroun compte 415 établissements de microfinance agréés.

Le total du bilan des EMF se chiffre à 783, 2 milliards, en augmentation de 125 milliards par rapport à fin décembre 2021. Cette hausse est due, entre autres, à l'entrée en activité d'un nouveau réseau dénommé RAINBOW, avec 35,3 milliards, et à l'accroissement du total des bilans de : CAMCCUL (+20,9 milliards), RECCUCAM (+11,1 milliards), EXPRESS UNION (+13,2 milliards) et FIRST TRUST (+5,8 milliards). La deuxième catégorie dispose de plus de la moitié du total des bilans du secteur (52,2%), suivie de la première catégorie (47,4%). Le total des bilans du secteur de la microfinance représente 11,2% de celui cumulé avec les banques commerciales.

Les dépôts des EMF en représentent 11,6%; il en est de même pour les crédits. Ils sont répartis en trois catégories : 342 EMF de 1^{ère}catégorie (82,4% du total), 70 EMF de 2^{ème}catégorie (16,9%), et 03 EMF de 3^{ème}catégorie (0,7%).

A fin décembre 2021, les dépôts collectés par les EMF se chiffrent à 624,8 milliards, en augmentation de 106,7 milliards, en glissement annuel. La deuxième catégorie occupe le premier rang, avec 325 milliards de dépôts, soit 52% du total; suivie de la première catégorie avec 48%. Le volume des crédits octroyés par les EMF est de 454,6 milliards, en augmentation de 60,3 milliards. La deuxième catégorie a octroyé des crédits à hauteur de 245,6 milliards, contre 208,0 milliards pour la première catégorie.

Les créances en souffrance augmentent de 43,1% et se situent à 104,9 milliards. Ainsi, le taux de créances en souffrance est de 23,1%, porté essentiellement par les EMF de 1ère et 2ème catégories. Le taux de créances en souffrance est de 19,6% chez les EMF de 1ère

catégorie, et de 26% chez les EMF de 2èmecatégorie

Selon la BEAC, les facteurs qui obèrent les performances des EMF au plan de la gouvernance sont : (i) la faible capacité des actionnaires à renforcer les ressources longues en cas de besoin ; (ii) l'absence de planification stratégique ; (iii) le non-respect des organigrammes ; (iv) l'absence de politiques de motivation et de formation du personnel ; (v) la faiblesse du système d'information. En outre, la faible couverture des risques par des polices d'assurances et l'organisation rudimentaire de la gestion des archives, dans la majorité des EMF sont à déplorer. Pour l'ensemble des EMF, toutes catégories confondues, on enregistre 2 451 881 comptes.

3.3.7. MARCHE FINANCIER

L'année 2021 a principalement été caractérisée par la poursuite des travaux, en vue de la finalisation de la deuxième phase de la fusion des marchés financiers de la CEMAC, afin de garantir le démarrage efficace et réussi dudit marché. Le marché financier est réparti en marché boursier et opérations sur titres publics.

Au 31 décembre 2021 et par rapport à fin décembre 2020, le marché des titres publics émis par adjudication s'est caractérisé par : (i) un dynamisme des opérations sur les marchés primaire et secondaire (ii) une baisse des taux de couverture des émissions, et (iii) une augmentation des coûts des émissions.

L'activité boursière sous régionale s'est quant à elle confortée d a n s l a période sous-revue; la capitalisation boursière s'étant établie à 823,9 milliards, en augmentation de 19,8 % par rapport à 2020 où elle se situait à 687,9 milliards. Cette hausse est principalement attribuable à l'entrée en bourse de l'action LA REGIONALE de

l'épargne ainsi que de l'émission d'un nouvel emprunt obligataire du Gabon.

Sur le marché des titres de capital, cinq (05) valeurs ont reçu leur adhésion auprès du dépositaire central, à savoir : SEMC, SAFACAM, SOCAPALM, SIAT Gabon et LA REGIONALE.

Sur le Compartiment obligataire, l'encours obligataire à fin 2021 s'est établi à 650,094 milliards, soit une hausse de 22,83 % par rapport à l'encours enregistré en 2020. Cette augmentation s'explique par l'admission des nouvelles valeurs, qui compense largement les valeurs sorties de la cote. Au total, 10 lignes d'obligations sont cotées à la BVMAC.

Ce compartiment a enregistré trois sorties de la cote suite à l'arrivée à échéance des titres « EOCG 6,5 % net 2016 - 2021 », « ECMR 5,5 % net 2016 - 2021 » et « EOG 6,5 % net 2016 -2021 » ainsi qu'à la sortie par anticipation de la valeur « GSEZ 6,5 % Brut 2018 -2028 ».

Au 31 décembre 2021, la capitalisation boursière du marché des actions se situe à 349,9 milliards, en baisse de 1% par rapport à fin décembre 2020. Le volume de valeurs échangées est de 8 605 titres pour un montant de 191 millions. La capitalisation du marché obligataire de la BVMAC est de 523 milliards, en hausse de 0,6% par rapport à fin décembre 2020. Cette évolution résulte de l'introduction d'une nouvelle valeur (BDEAC 5,45% net 2020-2027) et la radiation de deux autres BGFI Holding 5% brut 2014-2021 et ETAT GABON 6,5% net 2016-2021.

Au 31 août 2021, l'encours des titres publics s'élève à 1 751,0 milliards, résultant de l'encours à fin 2020, des émissions de 951,4 milliards et des remboursements de 650,2 milliards au cours des huit premiers mois de l'année 2021

III.4. COMMERCE EXTERIEUR

Frémissement des échanges extérieurs au deuxième semestre 2021

Au deuxième semestre 2021, la valeur des échanges commerciaux du Cameroun avec ses partenaires, s'élève à 3 317,7 milliards en hausse de 14,3% par rapport au premier semestre 2021 et de 32% en glissement annuel. La même tendance est observée pour les échanges hors pétrole brut. Ces évolutions sont consécutives à l'accroissement aussi bien des exportations que des importations.

3.4.1 BALANCE COMMERCIALE

Le déficit commercial du Cameroun s'est réduit aussi bien par rapport au premier semestre 2021 qu'en glissement annuel, pour s'établir à 482,1 milliards. L'amélioration du déficit commercial résulte d'une hausse des exportations relativement plus importante que celle des importations.

Hors pétrole brut, le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 27,6 milliards par rapport au deuxième semestre 2020, pour se situer à 1 025,1 milliards. Toutefois, il s'est réduit de 145,3 milliards par rapport au premier semestre 2021.

Le taux de couverture des exportations par les importations est de 74,6%, en hausse de 15,4 points de pourcentage par rapport au premier semestre 2021 et de 17,4 points, en glissement annuel.

Tableau 15: Principaux résultats semestriels du commerce extérieur (en milliard de FCFA)

	2 ^{ème} Sem 2020	1 ^{er} Sem2021	2 ^{ème} Sem2021	Vari	ations	
	a	b	с	c/a	c/b	
Exportations	914,6	1 079,9	1 417,8	55,0%	31,3%	
dont hors Pétrole brut	600,4	653,5	874,8	45,7%	33,9%	
Importations	1 598,0	1 823,9	1 899,9	18,9%	4,2%	
dont hors Pétrole brut	1 598,0	1 823,9	1 899,9	18,9%	4,2%	
Balance commerciale	-683,3	-744,1	-482,1	201,2	262,0	
dont hors Pétrole	-997,5	-1 170,4	-1 025,1	-27,6	145,3	
Taux de couverture (en %)	57,2	59,2	74,6	17,4	15,4	
dont hors pétrole (en %)	37,6	35,8	46,0	8,5	10,2	

Sources : Nos calculs sur la base des données du MINFI/DGD

3.4.2 EXPORTATIONS

Le gaz naturel liquéfié pèse plus lourd que les bois et ouvrages en bois

Le montant collecté au titre d'opérations d'exportation de biens au second semestre de 2021 est de 1 417,8 milliards, en hausse de 36,3% par rapport au premier semestre 2021 et de 55% en glissement annuel.

En glissement annuel, cette évolution est attribuable aux ventes de pétrole brut (+72,8%), du gaz naturel liquéfié (+79%), des bois sciés (+146,5%) et de la pâte de cacao (+74,4%). Cette hausse a été ralentie par les exportations de cacao brut en fèves (baisse de 13% en quantité et de 8,6% en valeur) et d'aluminium brut (baisse de 12,4% en quantité et de 13,3% en valeur).

Par au premier semestre 2021, la hausse des exportations est soutenue par les ventes des bois sciés (+174%) et de beurre de cacao (+45,3%). Par contre, les exportations de cacao brut en fèves et de savons de ménages en morceaux ont baissé aussi bien en quantité qu'en valeur.

Les dix (10) principaux produits exportés au deuxième semestre 2021 sont : les huiles brutes de pétrole (38,3% des exportations totales en valeur) ; les bois sciés (14,9%) ; le gaz liquéfié (9,5%) ; le cacao brut en fèves (9,3%) ; le coton brut (5%) ; les bois bruts (3,4%) ; la pâte de cacao (2,8%) ; le beurre de cacao (1,7%) ; l'aluminium brut (1,5%) ; et le caoutchouc brut (1,4%).

Tableau 16: : Evolution des principaux produits exportés (Q en million de tonnes et V en milliard de FCFA)

Périodes	2 ^{ème} seme	stre 2020	1er sem	nestre 2021 2ème semestre 2021		2ème semestre 2021		2ème semestre 2021		Variation	n (en %)	
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V		
	a	ı		b		c	C/	⁄a	c/b			
Bananes (y compris plantains)	98,1	12,8	102,7	14,1	105,2	14,7	7,3	14,8	2,4	4,2		
Café	13,2	9,8	7,0	5,3	7,4	7,6	-44,1	-22,3	6,0	42,5		
dont café Robusta	12,6	9,0	6,7	4,8	7,0	6,6	-44,9	-26,9	4,4	37,1		
Huile de palme	,8	,4	1,9	1,7	2,3	2,1	180,0	436,3	17,0	21,9		
Sucreries sans cacao	1,4	1,8	1,4	1,8	1,5	2,1	11,0	11,4	8,0	11,3		
Cacao brut en fèves	117,8	143,8	111,4	138,0	102,4	131,3	-13,0	-8,6	-8,0	-4,9		
Pâte de cacao	13,3	23,1	21,7	32,3	27,2	40,4	104,3	74,4	25,4	24,8		
Beurre de cacao	8,9	16,4	10,5	17,1	12,7	24,8	42,7	50,9	20,5	45,3		
Préparations pour soupes et potages	3,2	4,2	2,3	3,3	2,1	3,0	-32,1	-28,2	-8,7	-6,8		
Boissons gazeuses	2,8	1,3	2,1	1,1	2,7	1,1	-1,6	-10,0	27,5	5,9		
Bières	2,3	1,4	2,2	1,2	5,1	2,3	122,7	61,2	135,5	95,8		
Huiles brutes de pétrole	1 860,8	314,2	1 801,2	426,3	1 788,5	543,0	-3,9	72,8	-0,7	27,4		
Carburants et lubrifiants	2,0	,4	14,2	6,1	14,9	7,0	646,5	1656,7	5,3	15,7		
Gaz naturel liquefié	614,1	75,0	592,0	102,1	569,1	134,2	-7,3	79,0	-3,9	31,5		
Produits de beauté ou de maquillage	1,4	2,3	1,1	1,6	1,2	1,9	-14,2	-18,1	14,3	17,1		
Savons de ménage en morceaux	22,7	10,9	28,8	14,3	19,0	9,7	-16,3	-11,3	-34,1	-31,9		
Caoutchouc brut	22,1	15,1	14,8	23,1	26,0	20,5	17,4	35,6	75,0	-11,6		
Bois et ouvrages en bois	635,0	129,6	758,5	133,6	808,3	272,5	27,3	110,3	6,6	104,0		
Bois brut (grumes)	337,7	34,1	469,3	46,4	418,7	47,7	24,0	39,6	-10,8	2,7		
Bois sciés	403,0	85,9	409,6	77,3	487,7	211,7	21,0	146,5	19,1	174,0		
Feuilles de placage en bois	21,0	8,9	20,1	9,3	30,2	12,6	44,3	41,8	50,7	35,1		
Coton brut	76,8	68,9	76,2	70,8	77,3	71,1	0,6	3,1	1,4	0,3		
Bonbonnes, bouteilles et flacons	7,4	2,8	6,5	2,6	5,4	2,1	-26,8	-26,7	-16,6	-19,5		
Aluminium brut	22,2	24,9	14,9	16,7	19,4	21,6	-12,4	-13,3	30,1	29,4		
Tôles en aluminium	,9	1,4	1,0	1,7	,6	1,3	-33,5	-9,5	-37,9	-24,3		
Total Exportations		914,6		1 079,9		1 417,8		55,0		31,3		

Sources: MINFI/DGD-DP

3.4.3 IMPORTATIONS

Au deuxième semestre 2021, le Cameroun a importé des biens pour une valeur de 1 899,9 milliards, en hausse de 18,9% en glissement annuel et de 4,2% par rapport au premier semestre 2021.

En glissement annuel, l'évolution est attribuable principalement à la hausse des dépenses consacrées aux achats du matériel de transport (+54,6%), des produits du règne végétal (+41,3% et en particulier des céréales (+44,6%)) et des métaux communs et leurs ouvrages (+33,5%).

On relève une hausse en quantité et en valeur des importations de certains biens à haut potentiel de production nationale. Il s'agit : du lait, miel (hausse de 30,2% en quantité et de 44,5% en valeur) ; du maïs (+31,7%; +81,5%) ; du riz (+45,9%;+43,6%) et des huiles brutes ou raffinées (+55,4%; 132,1%).

Au deuxième semestre 2021, le montant consacré aux importations de riz est de 127,7 milliards soit 6,7% de l'ensemble des importations en valeur. Les carburants et lubrifiants pèsent 10,7% de l'ensemble des importations en valeur. Le groupe de produits qui occupe le 1^{er} rang est celui des

machines et appareils électriques et mécaniques, avec un montant de 235 milliards de dépenses d'importations.

Les achats de friperie pèsent 15,7 milliards tandis que le Cameroun a importé des engrais pour une valeur de 11,7 milliards seulement.

Tableau 17: Evolution des importations (Q en millions de tonnes et V en milliards de FCFA)

Période	2e semestre 2020		1er semestre 2021		2e semestre 2021		Variation (en %)			
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
	a		b		·		C	⁄a	c/	b
Poissons de mer congelés	85,8	60,1	96,9	63,6	92,6	70,5	7,9	17,4	-4,5	10,9
Lait et dérivés; oeufs; miel	9,1	14,1	10,0	18,3	11,9	20,3	30,2	44,5	18,1	11,2
Animaux et produits du règne animal	97,0	75,4	109,8	83,6	108,2	93,3	11,6	23,7	-1,5	11,6
Céréales	756,5	156,1	808,3	176,1	987,9	225,8	30,6	44,6	22,2	28,2
Froment(blé) et méteil	411,3	65,1	469,8	86,4	483,7	93,9	17,6	44,2	3,0	8,7
Maïs	13,5	1,9	16,3	3,0	17,8	3,5	31,7	81,5	9,3	15,3
Riz	331,3	88,9	319,3	86,1	483,4	127,7	45,9	43,6	51,4	48,3
Produits du règne végétal	833,7	180,8	891,3	204,9	1 072,0	255,4	28,6	41,3	20,3	24,6
Huiles brutes ou raffinées	39,4	17,3	21,2	12,5	61,3	40,2	55,4	132, 1	188, 5	221, 6
Graisses et huiles animales ou végétales	45,3	20,9	32,6	19,6	66,5	43,7	46,9	109, 6	104, 1	122, 9
Sucres raffinés de canne ou de betterave	70,8	21,7	38,5	9,9	70,6	20,9	-0,2	-3,6	83,2	110, 7
Alcool éthylique	23,1	16,2	17,8	11,2	13,8	8,4	-40,4	-48,0	-22,6	-25,1
Produits alimentaires industriels	187,1	103,5	171,2	93,5	201,2	102,7	7,5	-0,9	17,5	9,8
Clinkers	1 280,5	40,5	1 345,6	47,8	1 511,7	62,5	18,1	54,6	12,3	30,7
Hydrocarbures	889,4	245,9	1 193,9	327,5	793,8	241,0	-10,7	-2,0	-33,5	-26,4
Huiles brutes de pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	NC	NC	NC	NC
Carburants et lubrifiants	784,6	217,7	1 045,8	284,0	691,9	204,0	-11,8	-6,3	-33,8	-28,2
Butanes liquefiés	29,1	8,0	70,7	22,2	72,9	27,2	150, 1	241, 0	3,1	22,1
Produits minéraux	2 437,3	298,4	2 728,5	385,3	2 519,3	314,9	3,4	5,5	-7,7	-18,3
Produits chimiques inorganiques	108,0	26,4	139,3	30,3	109,8	26,7	1,6	1,2	-21,2	-11,9
Oxyde d'aluminium	59,4	10,8	93,7	17,6	64,9	13,0	9,3	20,4	-30,7	-26,1
Produits pharmaceutiques	11,3	61,6	11,9	95,7	10,4	91,3	-8,6	48,2	-12,9	-4,6
Engrais	76,2	13,6	155,3	25,2	48,0	11,4	-37,0	-16,3	-69,1	-54,6
Parfums et produits de beauté	6,1	16,7	5,6	15,0	6,3	17,6	3,8	5,6	11,7	17,4
Insecticides; fongicides; herbicides etc	12,7	26,7	14,4	36,8	7,9	18,1	-37,8	-32,4	-44,9	-51,0
Produits des industries chimiques	252,8	180,9	365,8	243,9	246,1	208,5	-2,7	15,2	-32,7	-14,5

Période	2e semestre 2020		1er semestre 2021		2e semestre 2021		Variation (en %)			
Libellés	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Matières plastiques	82,4	60,7	82,2	66,4	85,9	79,4	4,2	30,8	4,4	19,6
Caoutchouc	20,4	26,1	18,0	22,9	16,5	21,8	-18,9	-16,4	-8,3	-4,6
Pneumatiques neufs	14,5	21,0	12,5	17,8	11,4	16,0	-21,4	-23,8	-8,8	-10,0
Pneumatiques usagés ou rechapés	3,7	1,1	3,8	1,0	3,1	0,8	-17,2	-22,8	-18,4	-17,9
Matières plastiques et caoutchouc	102,8	86,8	100,2	89,2	102,4	101,2	-0,3	16,6	2,2	13,4
Papiers et cartons	58,6	32,7	46,4	29,1	52,5	33,1	-10,3	1,2	13,3	13,8
Pâte de bois; papiers et ses applications	62,0	40,3	49,3	33,4	57,8	42,8	-6,8	6,3	17,1	27,9
Friperie	38,3	20,1	36,7	19,2	32,1	15,7	-16,3	-22,1	-12,6	-18,6
Matières textiles et leurs ouvrages	72,8	48,8	71,8	43,1	70,7	42,8	-2,8	-12,4	-1,5	-0,8
Ouvrages en fonte, fer et acier	32,0	43,4	24,8	63,5	34,2	55,0	6,8	26,7	37,9	-13,4
Métaux communs et leurs ouvrages	179,3	153,6	166,2	172,1	224,1	205,1	25,0	33,5	34,9	19,1
Machines et appareils mécaniques	41,3	124,5	42,9	137,8	51,5	152,0	24,5	22,1	19,9	10,3
Machines et appareils électriques	31,0	84,5	27,2	86,5	29,8	80,5	-3,8	-4,8	9,7	-7,0
Machines et app. mécaniques ou électriques	72,4	209,0	70,1	224,3	81,3	232,5	12,4	11,2	16,0	3,6
Véhicules automobiles; tracteurs	65,7	84,2	83,4	100,9	90,7	137,7	38,1	63,5	8,8	36,5
Matériel de transport	68,9	95,4	92,5	132,2	99,6	147,4	44,6	54,5	7,7	11,5
Total importations		1 598,0		1 823,9		1 899,9		18,9		4,2

Sources: MINFI/DGD-DP

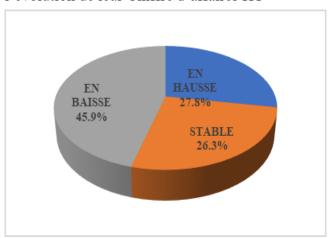
IV- OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES SUR LES EVOLUTIONS ET PERSPECTIVES SECTORIELLE

IV.1. SITUATION D'ENSEMBLE

Les résultats ici présentés sont issus de l'enquête de conjoncture réalisée par la CCIMA sur la période d'avril à juin 2022 auprès de 255 entreprises de droit camerounais.

Au second semestre 2021, l'activité économique a été atone. En effet, pour les dirigeants d'entreprise interrogés, avec un solde d'opinion de 18%, le chiffre d'affaires a baissé. Cette évolution est imputable à la diminution du niveau des commandes (avec un solde d'opinion de 28,6%).

Graphique 6: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur Chiffre d'affaires HT

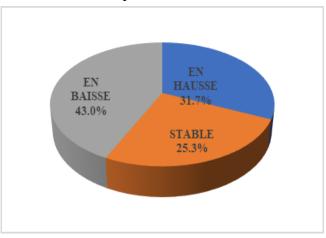


Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

Pour les chefs d'entreprise interrogés, la production a baissé, avec un solde d'opinion de 11.3%. Cette baisse de la production s'expliquerait en partie par la hausse globale des coûts de production (avec un solde d'opinion de 34,2%). En effet, durant la période sous-revue, les responsables d'entreprises estiment que les coûts de l'énergie (solde d'opinion de 73,8%) et les couts des matières premières approvisionnées tant sur le marché extérieur (solde d'opinion de 73,4%) que local (solde d'opinion de 47,5%) auraient augmenté.

Par ailleurs, les conditions d'approvisionnement ont été difficiles avec un solde d'opinion de 55,6%.

Graphique 7: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de leur production



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

Les responsables d'entreprises interrogés exportent beaucoup plus vers l'Afrique francophone, l'Asie et l'Europe respectivement pour 32,7%, 27,2% et 26,7% d'entre eux. Pour 51% des répondants l'activité d'exportation a été en baisse.

Sur la même période, le niveau des stocks est resté stable pour 42,6% des répondants.

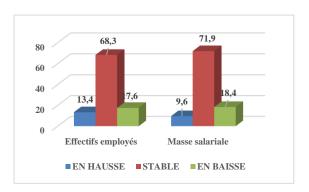
Pour augmenter la production, 56,3% des chefs d'entreprises pensent qu'il faut améliorer la productivité tandis que 28,5% et 15,2% comptent respectivement recruter le personnel ou recourir à la sous-traitance.

Les prix de vente ont globalement augmenté, avec solde d'opinion de 16,9%.

Le niveau d'embauche a baissé, avec un solde d'opinion de 4,2%. Toutefois, pour 68,3% des répondants les effectifs n'ont pas évolué.

Les chefs d'entreprises déclarent, avec un solde d'opinion de 8,8%, que la masse salariale a baissé. Même si 71,9% des répondants estiment qu'elle est restée stable.

Graphique 8: Opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution des effectifs des employés et de la masse salariale au deuxième semestre 2021 (en %)



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

Au deuxième semestre 2021, seuls 27,9% des responsables d'entreprises déclarent éprouver des difficultés à recruter et surtout les cadres.

Pour les 45,9% d'entreprises importatrices interrogées, les conditions d'importation ont été mauvaises avec un solde d'opinion de 36,7%.

Perspective d'activité et d'emploi pour le premier semestre 2022

L'activité économique sera atone au premier semestre 2022 pour les chefs d'entreprises interrogés. Le chiffre d'affaires et les commandes vont en effet baisser avec des soldes d'opinions respectifs de 21,2% et 34,8%. Pour les répondants, la production baisserait, avec un

solde d'opinion 23,6%. Ils anticipent, avec un solde d'opinion de 10,5%, la baisse des prix de ventes. Ils estiment également que les stocks continueront de baisser au premier semestre 2022, avec un solde d'opinion de 14,5%. Globalement, avec un solde d'opinion de 15,1%, les responsables d'entreprises envisagent de recruter. Ils anticipent, avec un solde d'opinion de 3,2%, que la masse salariale va baisser.

Les dirigeants pensent, avec un solde d'opinion de 15,1%, que les conditions d'approvisionnements seront normales premier semestre 2022.

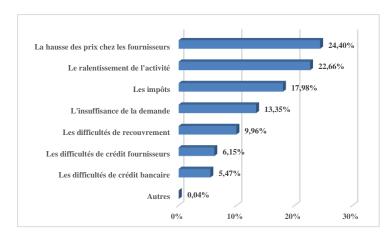
Situation financière mauvaise ...

Avec un solde d'opinion de 39,4%, les chefs d'entreprises estiment que la situation financière a été mauvaise au deuxième semestre 2021.

...du fait de la hausse des prix chez les fournisseurs, du ralentissement de l'activité, et du coût élevé des impôts

Les tensions de trésorerie s'expliquent essentiellement par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 24,4% des répondants), le ralentissement de l'activité (pour 22,7% des répondants), les impôts (pour 18% des répondants) et de l'insuffisance de la demande (pour 13,4% des répondants).

Graphique 9: Charges ayant affecté la trésorerie



Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

40,7% des entreprises interrogées n'ont pas investi...

Les chefs d'entreprises, pour 40,7% des répondants, déclarent n'avoir pas investi. Parmi ceux qui investissent, les dépenses d'investissement ont diminué, avec un solde d'opinion de 21,8%.

Les dirigeants investissent généralement pour accroitre leurs capacités de productions (45%), diversifier leurs activités (34,9%) et pour pallier l'obsolescence des équipements (15%).

Plus de 49% des répondants, ont recours à l'autofinancement pour investir tandis que les autres investissent en recourant au crédit bancaire

(20,2%), au crédit fournisseur (12,4%) ou aux tontines (10,6%).

... principalement, du fait des difficultés de financement et du peu de visibilité sur l'avenir

Plusieurs freins ont entravé les investissements, entre autres, les difficultés de financement (pour 57,4% des répondants), le peu de visibilité sur l'avenir (pour 24,5% des répondants).

Aucunes perspectives d'amélioration du climat des affaires au premier semestre 2022

Avec un solde d'opinion de 33,3%, le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre 2021. Cette situation demeura inchangée au premier semestre 2022, pour 55% des responsables d'entreprises interviewés.

IV.2. ACTIVITES COMMERCIALES

Conditions d'approvisionnement difficiles...

Avec un solde d'opinion de 48,6%, les répondants estiment que les conditions d'approvisionnement ont été difficiles dans le secteur commerce. Les commerçants affirment, avec un solde d'opinion respectif de 66,5% et 55,5%, que les coûts d'approvisionnement sur les marchés extérieur et locaux ont augmenté. Pour les chefs d'entreprise interrogés, les salaires ont augmenté au deuxième semestre 2021, avec un solde d'opinion de 40,9%.

...et expliquent le recul de l'activité...

La valeur ajoutée du secteur commercial a baissé, avec un solde d'opinion de 21,2%. Il en est de même des carnets de commande, qui ont baissé avec un solde d'opinion de 40,5%. Il en est résulté une baisse du chiffre d'affaires, avec un solde d'opinion de 21,1%. Toutefois, le niveau de stocks a baissé dans l'ensemble (solde d'opinion de 26,5%) tandis que les prix de vente ont globalement augmenté pour les dirigeants interrogés.

...dont la reprise dépendra plus de la hausse de la productivité

Pour améliorer la production, 76,3% des chefs d'entreprises commerciales estiment qu'il faudrait améliorer la productivité, contre 14,1% qui pensent recruter et 9,6% qui envisagent recourir à la sous-traitance.

L'atonie de l'activité a détruit les emplois...

Au deuxième semestre 2021, les commerçants ont globalement réduit leurs effectifs employés, avec un solde d'opinion de 8,2%. Par contre, la masse salariale a globalement augmenté (solde d'opinion de 19,1%). Seuls 21,5% des chefs d'entreprises du secteur commercial éprouveraient des difficultés de recrutement et

ce, surtout pour les cadres (pour 82,6% des répondants).

Ils sont 40,7% des commerçants qui importent et jugent, avec un solde d'opinion de 17,8%, que les conditions d'importation sont mauvaises.

...et induit une situation financière difficile ...

Dans l'ensemble, 66,2% des commerçants éprouvent des difficultés financières. La trésorerie a été mauvaise, avec un solde d'opinion de 39,5%.

... aggravée par la hausse des prix chez les fournisseurs mais aussi les longs délais de paiement et de règlement.

Outre le ralentissement de l'activité, la conjoncture financière défavorable a été renforcée par la hausse des prix chez les fournisseurs (31%), les délais de paiement longs (avec un solde d'opinion de 46,8%) mais aussi la longueur des délais de règlement (solde d'opinion de 16,1%).

64,2% des entreprises interrogées ont investi, en recourant à l'autofinancement...

Au deuxième semestre 2021, 64,2% des commerçants ont investi. Pour investir, les chefs d'entreprises commerciales le autofinancement (52%), par crédit fournisseur (21,6%) et par crédit bancaire (13,3%). Ils investissent généralement pour accroitre leurs capacités de production (52,2%), pour diversifier activités (39.8%)leurs et pour pallier l'obsolescence des équipements (8%).

---toutefois le volume d'investissement a baissé

Avec un solde d'opinion de 4,1%, les répondants estiment que les dépenses d'investissement ont diminué. En effet, si 22,6% des commerçants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, 26,7% par contre déclarent que celles-ci ont diminué.

... du fait des difficultés de financement

Plusieurs obstacles ont freiné l'investissement chez les commerçants. On note principalement les difficultés de financement (75,4%) et le peu de visibilité sur l'avenir (17,1%).

Perspectives d'activité moroses

Dans l'ensemble, les dirigeants d'entreprises commerciales ont anticipé une détérioration de l'activité au premier semestre 2022. Les répondants estiment, avec un solde d'opinion de 32,8%, que le chiffre d'affaires va baisser dans la période sous-revue. Il en est de même du recul de la production (solde d'opinion de 48,2%) et des commandes (solde d'opinion de 47,8%).

Ils anticipent une hausse globale des prix de vente au premier semestre 2022, avec un solde d'opinion de 12,3%.

Compte tenu du niveau d'activité anticipé, les commerçants prévoient une baisse des effectifs employés avec un solde d'opinion de 10,8%.

Tableau 18 : Opinion des chefs d'entreprises commerciales sur l'évolution de leurs activités

	Bi	lan au 3	31-12-2021	Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2022			
		(en	%)			(en	%)
Opinions sur	Bon(n	Stab	Mauvais	Bor	n(n	Stab	Mauvais
Opinions sur	e)	le	(e)	e)		le	(e)
Conditions d'approvisionnement	0,3	50,8	48,9	4	,1	53,2	42,7
Production	30,6	17,5	51,9	15	5,1	21,6	63,3
Stocks	35,0	42,8	22,1	21	,9	71,6	6,4
Prix de vente	38,0	39,3	22,7	33	3,8	44,8	21,5
Chiffre d'affaires	31,0	16,9	52,1	13	3,4	40,4	46,2
Bénéfices	13,9	23,7	62,4	14	1,2	45,4	40,4
Commandes	10,2	39,0	50,7	12	2,6	27,1	60,4
Emploi	8,4	75,0	16,6	3.	,4	82,3	14,2
Masse salariale	19,6	79,8	0,5	15	5,3	82,8	1,9
Délais de paiement	4,1	44,9	50,9	4	,0	60,3	35,7
Délais de règlement	7,3	69,3	23,4	22,8		54,2	23,1

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

Climat des affaires défavorable et le resterait au premier semestre 2022

Avec un solde d'opinion de 48,7%, les commerçants estiment que le climat des affaires leur a été défavorable au deuxième semestre de 2021. Ils entrevoient une situation toujours défavorable au premier semestre de 2022, avec un solde d'opinion de 23,4%.

IV.3. ACTIVITES INDUSTRIELLES

Ralentissement de l'activité et particulièrement baisse de la production industrielle...

Au deuxième semestre 2021, la production a baissé selon les chefs d'entreprises industrielles, avec un solde d'opinion de 37,4%. La hausse globale des coûts de production (avec un solde d'opinion de 47,9%) d'une part et des conditions d'approvisionnement difficiles (solde d'opinion de 91,7%) d'autre part, expliquent le recul de la production. Les conditions d'approvisionnement seraient globalement difficiles selon les répondants (avec un solde d'opinion de 61%).

Pour augmenter la production, les responsables d'entreprises industrielles estiment à 46,6% qu'il faut améliorer la productivité, tandis que 33,6% pensent recruter et environ 19,8% envisagent recourir à la sous-traitance.

....et du chiffre d'affaires...

Pour 49,2% des répondants, le chiffre d'affaire a baissé au deuxième semestre 2021, en lien avec le niveau des commandes inférieur à la normale, pour 64,2% des responsables d'entreprises du secteur interrogés.

Le niveau de stocks a globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 50,2%.

Toutefois, hausse des prix de vente...

Pour les chefs d'entreprises interrogés, les prix de vente dans le secteur de l'industrie ont augmenté, avec un solde d'opinion de 37,9%. Les prix vont rester stables pour 53,4% des répondants.

...et pas de destruction d'emplois

Malgré la conjoncture morose, 68,1% des chefs d'entreprises industrielles déclarent qu'ils ont

maintenu ou recruté le personnel. Si 52,6% des industriels veulent maintenir leurs effectifs d'employés, ils sont 25,9% qui souhaitent recruter.

Seuls 33,7% des répondants déclarent éprouver des difficultés de recrutement et ce, surtout pour les non-cadres (pour 93,3% des répondants).

Au deuxième semestre 2021, 79% des chefs d'entreprises du secteur interrogés, déclarent importer des biens. Ils jugent, avec un solde d'opinion de 57,3%, les conditions d'importation mauvaises.

Une situation financière mauvaise...

60,7% des chefs d'entreprises industrielles auraient éprouvé des difficultés financières au deuxième semestre 2021. Avec un solde d'opinion de 13,9%, la trésorerie aurait été mauvaise au second semestre 2021.

... du fait de la hausse des prix chez les fournisseurs, ...

Ces difficultés financières s'expliquent principalement par la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 23,9% des répondants) et par l'insuffisance de la demande (par 21,4% des répondants).

... de la baisse des bénéfices et du rallongement des délais de paiement

Cette situation s'explique par ailleurs, par la baisse des bénéfices, avec un solde d'opinion de 21,7%, et par le rallongement des délais de paiement (solde d'opinion de 87,9%).

Malgré la conjoncture morose, trois entreprises sur quatre ont investi...

Au deuxième semestre 2021, 74,9% des chefs d'entreprises industrielles ont investi.

...même si le volume d'investissement a diminué...

Si 37% des répondants qui investissent estiment que leurs dépenses d'investissement sont restées inchangées, 55,9% par contre déclarent que celles-ci ont baissé.

...investissements financés principalement par les ressources propres pour en priorité renforcer les capacités de production

Pour investir, les responsables d'entreprises industrielles le font par autofinancement (pour 39,1% des répondants), par crédit bancaire (pour 26,7% des répondants), par des tontines (pour 17,6% des répondants) et par crédit-bail (pour 11,5% des répondants). Ils investissent généralement pour accroitre leurs capacités de production (pour 51,9% des répondants), pour diversifier leurs activités (pour 25,7% des répondants) et pour pallier l'obsolescence de leurs équipements (pour 22,4% des répondants).

Toutefois les difficultés de financement restent

Plusieurs freins à l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises du secteur industriel. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (pour 66,5% des répondants) et du peu de visibilité sur l'avenir (pour 30,7% des répondants).

Perspectives d'activités relativement mauvaises

Les dirigeants d'entreprise du secteur anticipent une détérioration de l'activité au premier semestre 2022. Avec un solde d'opinion de 59,4%, ils estiment que la production va baisser.

Avec un solde d'opinion de 40,7%, les commandes vont globalement baisser. Les niveaux de stocks quant à eux, resteront stables pour 61,9% des répondants du secteur.

Ce qui induirait une baisse globale du chiffre d'affaires avec un solde d'opinion de 33,3%.

Climat des affaires défavorable, et le restera au premier semestre 2022

Les chefs d'entreprises industrielles déclarent avec un solde d'opinion de 48,1% que le climat des affaires a été défavorable au deuxième semestre 2021. Avec un solde d'opinion de 30,2%, ils anticipent une situation moins favorable au premier semestre 2021.

Tableau 19: Opinion des chefs d'entreprises industrielles sur l'évolution de leurs activités

	Bilan	au 31-	12-2021	Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2022				
		(en %	5)		(en %)			
Opinions sur	Bon(n	Stab	Mauvais	Bon(n	Stab	Mauvais		
Ориноно заг	e)	le	(e)	e)	le	(e)		
Conditions								
d'approvisionne	2,6	3,1	94,3	3,1	32,9	64,0		
ment								
Production	16,1	30,4	53,5	12,5	15,6	71,9		
Stocks	54,3	41,5	4,2	25,1	61,9	13,0		
Prix de vente	53,8	30,4	15,8	39,6	53,4	7,0		
Chiffre	16,9	33,9	49,2	11,6	43,5	44,9		
d'affaires	10,5	55,5	.,,_	11,0	,.	,,,		
Bénéfices	25,2	27,9	46,9	24,6	35,1	40,3		
Commandes	16,1	19,8	64,2	21,4	16,4	62,2		
Emploi	12,9	55,3	31,8	25,9	52,6	21,6		
Masse salariale	30,3	54,5	15,2	5,5	68,1	26,4		
Délais de	0,5	11,6	87,9	18,8	22,0	59,2		
paiement	0,5	11,0	67,5	10,0	22,0	37,2		
Délais de	29,3	43,1	27,6	22,6	40,9	36,5		
règlement								

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

IV.4. ACTIVITES DES SERVICES

Activité économique atone marquée par la baisse de la production...

Au deuxième semestre 2021, pour les dirigeants du secteur interrogés, la production a baissé, avec un solde d'opinion de 5,4%. Les conditions d'approvisionnement difficiles (avec un solde d'opinion de 36,3%) et la hausse globale des coûts de production (avec un solde d'opinion de 26,2%), expliquent cette baisse de la production.

Pour augmenter la production, les chefs d'entreprises du secteur des services estiment à 41,8% qu'il faut recruter, tandis que 41,5% envisagent d'améliorer la productivité, et environ 16% pensent recourir à la sous-traitance.

Le niveau des stocks a globalement baissé selon les répondants, avec un solde d'opinion de 33,4%.

...malgré une hausse du chiffre d'affaires...

Le chiffre d'affaires dans le secteur des services a augmenté (avec un solde d'opinion de 3,7%), en lien avec la hausse combinée du niveau des commandes et des prix de vente avec des soldes d'opinion respectifs de 11% et 6%.

...et du niveau d'emplois...

Les effectifs employés dans le secteur des services ont augmenté, avec un solde d'opinion de 16,5%. Toutefois, 35,9% des chefs d'entreprise déclarent éprouver des difficultés de recrutement et ce pour les non-cadres (pour 82,1% de répondants).

Mais la situation financière est tendue ...

Deux entreprises sur trois rencontrées dans le secteur des services éprouvent des difficultés financières. La trésorerie a été mauvaise, avec un solde d'opinion de 11%.

... du fait de la baisse des bénéfices...

La situation financière difficile s'explique par les impôts (pour 35,7% des répondants) et par la baisse des bénéfices (pour 20,4% des répondants).

Les difficultés financières ont influencé négativement l'investissement...

Au deuxième semestre 2021, 51,6% entreprises du secteur des services n'ont pas investi. Parmi ceux qui ont investi, 52,6% estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté. Pour investir, les responsables d'entreprises du secteur des services le font par autofinancement (pour 57,1% des répondants), par crédit bancaire (pour 27,2% des répondants) et par des tontines (pour 12% des répondants). Ils investissent généralement pour accroitre leurs capacités de production (pour 45,9% répondants), pour diversifier leurs activités (pour 42.6% des répondants) et pour l'obsolescence de leurs équipements (pour 11,4% des répondants).

... tout comme les difficultés de financement

Au deuxième semestre 2021, 42,4% des entreprises du secteur des services estiment avoir déjà suffisamment investi. Pour les autres, des obstacles entravant l'investissement ont été dénombrés par les responsables d'entreprises dudit secteur. Il s'agit du peu de visibilité sur l'avenir (pour 26,1% des répondants) et des difficultés de financement (pour 31,4% des répondants).

Les responsables anticipent une amélioration d'activité au premier semestre 2022

Les dirigeants du secteur des services prédisent une situation relativement meilleure à celle du deuxième semestre 2021. Au premier semestre 2022, le solde d'opinion sur l'amélioration du niveau de production gagnera 44,7 points par rapport à celui du deuxième semestre 2021 pour s'établir à 39,3%. Ils anticipent une amélioration des conditions d'approvisionnement (avec un solde d'opinion de 13,4%), une hausse du chiffre d'affaires (avec un solde d'opinion de 10,9%).

Les embauches suivront ce dynamisme de l'activité. En effet, avec un solde d'opinion de 39,2%, les responsables d'entreprises du secteur des services envisagent d'accroître leurs effectifs employés.

Climat des affaires globalement favorable au 2^e semestre 2021 et au premier semestre 2022

Les chefs d'entreprises du secteur déclarent avec un solde d'opinion de 4,4% que le climat des affaires a été favorable au deuxième semestre 2021. Ils anticipent une situation meilleure au premier semestre 2022 avec une solde d'opinion de 29%.

Tableau 20: Opinion des chefs d'entreprises des services sur l'évolution de leurs activités

	Bilan	au 31-	12-2021	Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2022			
		(en %	5)	(en %)			
Opinions sur	Bon(n	Stab	Mauvais	Bon(n	Stab	Mauvais	
Opinions sur	e)	le	(e)	e)	le	(e)	
Conditions d'approvisionne ment	0,7	62,4	36,9	0,9	84,7	14,4	
Production	13,2	68,2	18,6	48,0	43,4	8,6	
Stocks	42,3	48,8	8,9	39,7	34,8	25,5	
Prix de vente	30,7	44,6	24,7	29,4	33,9	36,7	
Chiffre d'affaires	31,7	40,3	28,0	30,6	49,7	19,7	
Bénéfices	14,1	65,5	20,4	41,4	41,9	16,7	
Commandes	39,0	32,9	28,1	15,1	60,8	24,0	
Emploi	22,8	71,0	6,2	42,0	55,2	2,8	
Masse salariale	5,2	71,9	22,9	5,4	68,1	26,4	
Délais de paiement	16,1	43,3	40,6	25,4	47,2	27,4	
Délais de règlement	26,9	37,5	35,6	35,7	59,7	4,6	

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

IV.5. ACTIVITES ARTISANALES

Ralentissement de l'activité marqué par la baisse de la production...

Les artisans estiment que la production a baissé, avec un solde d'opinion de 8,2%. Cette baisse pourrait s'expliquer par les conditions d'approvisionnement difficiles, avec un solde d'opinion de 65,5%. Les coûts de l'énergie et des matières premières approvisionnées sur le marché extérieur auraient été en hausse, avec des soldes d'opinion respectifs de 95,9% et 99,4%.

Pour accroitre le niveau de production, les répondants estiment à 60% qu'il faut améliorer la productivité contre 27,3% qui pensent qu'il leur faudra recruter.

Le niveau des stocks a globalement baissé, avec un solde d'opinion de 29,6%.

...et par la baisse du chiffre d'affaires...

Avec un solde d'opinion de 60,4%, les dirigeants d'entreprises artisanales estiment que leurs chiffres d'affaires ont baissé, en partie du fait du recul du niveau des commandes, avec un solde d'opinion de 20,9%, et de la diminution des prix de vente, avec un solde d'opinion de 43%.

...qui a entraîné la destruction des emplois...

Comme conséquence de l'atonie de l'activité, les effectifs employés ont baissé, avec un solde d'opinion de 23,1%. La masse salariale a diminué, avec un solde d'opinion de 56,6%.

Seul 26% des artisans éprouveraient des difficultés pour recruter, que ce soit pour les cadres (selon 49,1% des répondants) ou pour les non-cadres (selon 50,9% des répondants).

Une situation financière difficile...

Environ 75% des entreprises artisanales ont éprouvé des difficultés financières. La trésorerie aurait d'ailleurs été mauvaise avec un solde d'opinion de 63,3%.

... résultant du ralentissement de l'activité et de l'insuffisance de la demande

Hormis le ralentissement de l'activité, les difficultés financières s'expliquent par l'insuffisance de la demande (24,5%) et de la hausse des prix chez les fournisseurs (pour 23,8% des répondants).

Malgré cette situation financière difficile, les artisans ont investi sur fonds propre...

Pour investir, les dirigeants de ce secteur le font par autofinancement (71,5% des répondants), par des tontines (20,3%) et par crédit bancaire (7,9%). Ils investissent généralement pour accroitre leur capacité de production (35,6%), pour diversifier leurs activités (pour 35,6% des répondants) et pour pallier l'obsolescence de leurs équipements (27%). Pour ceux qui ont investi, si 71,6% estiment que leurs dépenses d'investissement ont augmenté, par contre 27,9% déclarent que ces dépenses ont diminué.

... du fait des difficultés de financement

Plusieurs freins ont été dénoncés par les dirigeants du secteur de l'artisanat. Il s'agit essentiellement des difficultés de financement (69,7%) et du peu de visibilité sur l'avenir (22,1%).

Perspectives d'activité porteuses

Plusieurs dirigeants d'entreprises du secteur artisanal ont anticipé une amélioration de l'activité au premier semestre de 2022.

Les conditions d'approvisionnement et les prix de vente ne pourront pas s'améliorer.

Climat des affaires défavorable mais meilleures perspectives

Avec un solde d'opinion de 23,8%, le climat des affaires dans le secteur de l'artisanat a été défavorable au deuxième semestre 2021. Les responsables du secteur anticipent une situation meilleure au premier semestre 2022, avec un solde d'opinion de 12,7%.

Tableau 21: Opinion des artisans sur l'évolution de leurs activités

	Bilan au 31-12-2021				Perspectives pour le 1 ^{er} Semestre 2022			
		(en	(%)			(en %)		
Opinions sur	Bon(n e)	stab le	Mauvais (e)	Bo	n(n :)	stab le	Mauvais (e)	
Conditions d'approvisionne ment	0,5	33,5	66,0			69,6	30,4	
Production	41,9	8,0	50,1	19,1		39,0	41,9	
Stocks	60,7	8,1	31,1	40),3	36,3	23,5	
Prix de vente	0,9	55,1	43,9	3,0		83,7	13,3	
Chiffre d'affaires	10,2	19,2	70,6	15,7		57,4	26,9	
Bénéfices	11,3	17,5	71,2	26	5,5	32,2	41,3	
Commandes	23,9	31,2	44,9	23	5,5	26,5	50,0	
Emploi	23,1	31,6	46,2	23	3,1	50,2	26,6	
Masse salariale		43,4	56,6	32	2,4	38,7	28,9	
Délais de paiement	0,5	34,3	65,2	0.	,5	54,7	44,9	
Délais de règlement	17,3	52,9	29,9	28	3,8	41,3	29,9	

Source : CCIMA/Données d'enquête de conjoncture S2_2021

En guise de conclusion

Dans l'ensemble, l'activité au second semestre 2021 n'a pas été bonne. Le climat des affaires a été globalement défavorable à l'activité des acteurs des différents secteurs, et les opérateurs économiques anticipent une situation relativement similaire au premier semestre 2022. De ce fait, les embauches n'ont pas été très dynamiques exception faites des emplois dans le secteur des services où les employeurs ont déclaré avoir augmenté leurs effectifs d'employés. Les d'affaires quant à eux auraient globalement au deuxième semestre 2021. La plupart des chefs d'entreprises jugent les conditions financières de difficiles. Les tensions de trésorerie sont imputables au ralentissement de l'activité, à la hausse des prix chez les fournisseurs, l'insuffisance de la demande, la baisse des bénéfices et le rallongement des délais de paiement.



NOTE DE CONJONCTURE

Contacts:

Direction des Etudes et de l'Information Economique

Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du

Cameroun

B.P. 4011 Douala

Tél: 233 42 67 87/ 233 42 98 81

Fax : 233 42 55 96 Email : siege@ccima.cm / deie.ccima@yahoo.com

Site Web: www.ccima.cm